

Chapitre 5 : Terre de mémoire

Construction de la localité autour de la terre et du gospodar

Les représentations de l'identité culturelle ne vont pas sans considérer les gestes quotidiens qui les sous-tendent et les nuancent. Il s'agit, dans ce chapitre, de prolonger la discussion du rapport établi à la terre et à sa mise en culture dans le village. À cette fin, se pencher sur les catégorisations *ethiques* et *émiques* (Olivier de Sardan, 2008) des cultivateurs permet de cerner ce qu'ils sont actuellement, du moins en partie. Le processus de restitution de la propriété foncière est tout autant nécessaire à appréhender cette pratique combinée aux dires à Maureni. En effet, il conditionne l'accès à la terre des villageois et génère un propos sur la paysannerie. Par ailleurs, l'exploitation du sol se faisant diversement au village, elle suscite des interrogations sur le « développement » en marche. Qu'advient-il du *gospodar* au travail et des campagnes qu'il habite ? Quel est son avenir ? Comment les villageois appréhendent-ils la vie rurale ? Comment perçoivent-ils leur village ? Avant de pénétrer au cœur des *gospodarii*, la construction de la localité combinant mémoire, avoir et être est à envisager. Elle permet à une géographie émotionnelle et mémorielle de s'énoncer.

5.1 Le paysan, l'agriculteur et le villageois

Les Maurenienii sont-ils encore des paysans ? Tous ne possèdent pas de la terre, tous les propriétaires ne cultivent pas et l'agriculture n'est pas nécessairement l'occupation principale des habitants mais tous ont un jardin potager même à l'abandon et quelques gallinacés parfois squelettiques. Ces « éternels paysans » de C. Noica sont-ils encore et toujours les mêmes ? Sont-ils éternels ? L'omniprésence du GSM, d'internet et des médias met le village en contact avec le monde global. L'imaginaire qu'il draine notamment par l'accès aux nouvelles technologies, à un confort accru et/ou à la mobilité pour certains transforme le mode de vie rural. La localité se charge de sens nouveau et la *gospodarie* s'adapte. Cependant, cette « évolution » peut être limitée. L'abandon du qualificatif « paysan » pour désigner cette population ne se réduit pas au gain d'un électroménager. Le confort n'entérine pas la fin des *gospodarii*. Le « progrès » n'est pas l'antonyme de la paysannerie engoncée dans la tradition sous peine de rigidifier des identités et d'homogénéiser au sein d'une catégorie réifiante un ensemble de pratiques et d'acteurs multiples et complexes. Le passage décrété nécessaire du paysan au petit agriculteur et l'importance de la migration permettent-ils encore de parler de *gospodar* ou de leur « équivalent » moderne ? La vie à la campagne, au village s'est transformées au cours de l'histoire. La théorie de « l'éternel retour » semble à la fois caduque et propice à certains égards pour qualifier la vie des habitants de Maureni. Dans le changement de

contexte caractérisant la période de « transition », quelles orientations les villageois prennent-ils ? La mise en place d'un nouveau système dans une nouvelle situation interdit-elle toute reproduction ?

A. L. Kroeber en 1948 considérait le village comme un entre deux : entre la tribu et la ville. Il est un intervalle entre l'isolement, l'autosuffisance primitive et la dépendance politico-économique à l'égard du marché urbain. Le village fait partie d'un tout. Il ne peut être compris que face à la ville qui progresse. Le paysan est construit comme authentique et préservé, primitif endogène des sociétés modernes qu'il faut civiliser ou éradiquer selon les écoles. Nostalgiques et évolutionnistes se partagent le débat d'une vision fractionnée des paysans incarnant la tradition et s'opposant à la modernité citadine qui marque la construction de la roumanité dont le paysan est un emblème. Les discours « développementalistes » et millénaristes alternent. Les définitions multiples proposées au cours du temps et des disciplines de la notion de « paysan » s'axent principalement sur deux traits : une organisation socioculturelle spécifique et une économie domestique. H. Mendras (1976) a formulé un idéal type de l'organisation sociale paysanne : il s'agit de groupes domestiques produisant en familles, ayant un rapport particulier à la terre chargée de sens symbolique et matériel, formant une société d'interconnaissance centrée sur des réseaux de solidarité communautaire dont les notables sont les médiateurs avec la société englobante.

Le modèle de développement qui prévaut en Occident est axé sur « la fin des paysans » (Mendras, 1981). En ce sens, le paysan incarne le passé et est un frein à la modernisation. Il est condamné à disparaître. L'évolution de cette paysannerie passe par le progrès technique transformant les *gospodari* en agriculteurs ou en provoquant leur émancipation de la terre (Dumitru, 2004). Les producteurs agricoles doivent côtoyer des villageois habitant la campagne mais en cessation d'activité agricole si ce n'est sous forme de « hobby vert » (Urbain, 2008). L'espace rural ne doit plus être identifiable à l'agriculture, mais est investi par des groupes sociaux divers : villégiateurs, touristes, résidents, agriculteurs, ... À Maureni cependant l'espace villageois est, à bien des égards, essentiellement associé au travail de la terre parfois dernier fragile rempart devant la paupérisation. Les Maurenienii seraient dès lors des paysans. La terre nourricière exploitée avec les moyens du bord n'est cependant pas l'unique ressource des habitants. Depuis la transformation de la *gospodarie* en *gospodarie mixte diffuse*, elle est une composante de la pluriactivité²²¹ de ses membres qui se maintient aujourd'hui et se diversifie selon le contexte. J'y reviendrai ultérieurement. L'articulation avec le marché est indéniable et inéluctable aujourd'hui, même si peu de villageois vendent leurs produits et sont inscrits dans un système de production suffisante pour en tirer des bénéfices autres que la nourriture de la

²²¹ D. Diminescu (1995, p. 5) ou V. Mihailescu appellent respectivement « pluriactivité » ou « pluriactivité complexe », une « multi-stratégie » de (sur)vie. Il s'agit de la combinaison de diverses opportunités dont les acteurs ont profité ou profitent à leur façon. Des potagers autour des blocs d'appartements urbains jusqu'à la migration de travail en passant par la fabrique d'objets à domicile, plusieurs pratiques ou (pluri)activités sont possibles et passibles d'être abandonnées au premier signe d'échec.

maisonnée. Il s'agit plus de semi-subsistance que d'autarcie. Par ailleurs l'abandon de la houe en faveur du tracteur ne signe pas nécessairement le passage du paysan à l'agriculteur. Ce n'est ni une simple question d'outillage ni un unique repli. En effet, lorsque j'ai demandé à divers Maurenien de m'expliquer ce qu'est un *gospodar*, les traits convergent dans la même direction que l'énonciateur ait été ou soit ou non inscrit en agriculture, soit pensionné ou actif, âgé ou jeune.

Ce qu'est un gospodar ? Un homme qui travaille et sait pourquoi. Il travaille la terre qu'il détient : 2, 10, 3 ha, il ne la laisse pas en friche, non cultivée. Il a des volailles, des animaux dans la cour et ne vit pas comme en ville, comme dans un bloc. En un mot, il travaille et entretient ainsi sa famille, il travaille pour lui. Ça c'est un homme gospodar. Bien entendu, le soir, il peut certainement aller boire une bière tranquillement au village, mais pas comme certains, le matin, à la première heure, qui sont au bar et ont à la maison 5 ou 6 enfants qui évidemment réclament à manger. Il doit assurer quelque chose, c'est ça le gospodar, celui qui pense à la famille, qui pense au lendemain. Parce que j'ai parlé d'une population assez pauvre de Maureni et étant directeur d'école j'ai vu quelle est la situation des personnes pauvres, ils n'ont pas de revenus et c'est difficile avec les petits salaires²²².

Sans vouloir manquer de modestie je pense être un gospodar. J'ai des animaux, de la volaille, un jardin, j'ai de la terre, tout l'outillage, je crois que je suis un gospodar. Un gospodar est un homme qui travaille, qui ne laisse pas sa terre en friche, qui désire toujours quelque chose de plus pour sa maison. Il ne désire pas seulement, il fait. S'il veut quelque chose, il agit pour l'obtenir. (...) C'est être un autochtone (bastinas)²²³.

Dès que tu vis de tes animaux, que tu es gospodar, tu n'es pas pauvre. Il travaille en famille, ne paie personne. L'argent se répartit dans la famille²²⁴.

L'autonomie du foyer est donc un critère central. La terre, au-delà d'une ressource économique induit un critère de moralité. Travailler la terre est un honneur, la laisser en friche est une honte. Il faut en prendre soin. Aussi lorsque je demandais aux villageois s'ils étaient des *gospodari*, ils hésitaient à me répondre. Une réaction d'humilité précédait leur confirmation alors accompagnée d'une note d'espérance ou de tentative : « oui, j'espère », « oui, j'essaie ». L'infirmité s'explique par le fait de ne plus consacrer de temps à la terre et de la laisser en friche ; ce qui est présenté comme un désaveu, est difficile à accepter. Marin l'explique :

- M : *Et puis je fais des, comment dire, je me suis rendu compte que moi je ne suis pas un vrai paysan.*
- S : *C'est quoi un vrai paysan ?*

²²² Lascu, enseignant, environ 30 ans, Maureni, 07/06.

²²³ Mutulescu, agriculteur, comptable et chef d'une ferme, conseiller communal, 37 ans, Sosdea, 07/06.

²²⁴ Bianca, institutrice, 36 ans, Maureni, 04/07.

- M : *Un vrai paysan c'est un paysan qui est toujours disponible de travailler ses terrains, qui a les connaissances nécessaires depuis des générations, de faire ce qu'il faut, donc de par exemple sentir quand c'est le moment favorable de labourer. (...)Le village attendait le printemps, très tôt dans le printemps, de voir qui est le plus habitué, le plus capable de commencer à labourer le premier. Moi j'étais très loin de cette image. Parce que comme infirmier, j'ai eu mon travail. J'étais lié à mon travail. Au cas où je restais après les heures de travail pour résoudre différentes urgences. Quand je suis revenu à la maison, toujours j'ai eu l'habitude de changer mes vêtements et même sans manger, je suis allé tout de suite dans le jardin. Quand je dis sans manger c'est parce que dans le jardin, il faut beaucoup se pencher et cela m'a toujours donné des brûlures quand c'était après le repas. J'évitais ça et j'ai consacré la plupart de mon temps libre pour ce type d'agriculture de résistance. J'ai parlé avec ma femme et on a décidé ensemble de renoncer complètement à cultiver nos terrains. On a été prêt à s'exposer à la désapprobation publique. On a dit : je m'en fiche, on ne peut pas continuer comme cela. On ne peut plus. Quand je dis que je travaille comme infirmier, vous savez, la terre n'attend pas. Il faut biner, il faut y aller au vrai moment. Moi j'étais obligé d'aller au travail. Peut-être quand j'étais au travail il faisait beau temps et quand je suis revenu à la maison il pleuvait. Pendant une année, j'ai vécu ça. Presque chaque jour il a plu et quand le terrain est mouillé, il est impossible de biner. Et quand la terre était sèche, j'étais au travail. Les mauvaises herbes ont beaucoup poussé. C'était honteux pour moi et vraiment difficile de sauver ma position.*

- S : Pourquoi ?

- M. : *Parce que tout ceux qui passaient à côté de mon terrains regardaient les mauvaises herbes et disaient « il est paresseux, il n'est pas capable d'entretenir son terrain, il a payé pour labourer, il a payé pour disquer, il a payé pour semer, et maintenant il n'est pas capable de biner et de nettoyer ce terrain » et moi ça je n'aime pas²²⁵.*

Même si ils ne sont plus *gospodari*, les villageois n'ont pas perdu, pour autant, leur honneur, leur dignité et la reconnaissance de la collectivité villageoise. Ils en conservent les valeurs et les principes sans travailler la terre mais au travers du jardin, de la basse-cour. Le vieux droit coutumier d'usage en vertu duquel l'important est d'user et non de posséder la terre (Dion, 2002, p. 98) se poursuit non institutionnellement mais à travers les valeurs que supportent la terre, son travail, le mode de vie *gospodar*, que l'histoire véhicule et que la mémoire actualise. Une terre en friche est une honte. Certains sont donc méjugés sur leur laisser-aller s'il ne s'accompagne pas d'une autre forme de réalisation de l'autonomie du foyer. Un sentiment de honte face au paysage actuel s'énonce : *Avant le village était beau. L'herbe était tondue, les panneaux réparés, les parterres étaient fleuris car les Nemti se levaient tôt et nettoyaient. Il y avait un restaurant d'été, un atelier mécanique qui maintenant est détruit. C'est sale. 1989, c'est la liberté de ne rien faire et de détruire²²⁶.* Cette désapprobation devant la dégradation des lieux décatés et l'effritement de l'image d'un village florissant à l'époque des Souabes et sous le communisme pointe dans les propos des Maurenieni

²²⁵ Marin, infirmier, environ 45 ans, Ciobodo (Caras-Severin), 02/09.

²²⁶ Alina, chômeuse et coiffeuse, 24 ans, Maurenî, 05/06.

aits de souche, jeunes et vieux. L'espace villageois est ainsi le support d'expressions identitaires face au(x) passé(s) et à autrui en lien avec la *gospodarie*. La nostalgie du communisme est évoquée pour mettre en avant les problèmes économiques actuels rencontrés au quotidien par les villageois. Elle est aussi une mise en exergue de la rigueur d'un modèle de moralité non pas russe, mais qui serait incarné par l'ethnie d'origine souabe tout en attestant du lien à l'Europe. Leur moralité a, selon Alina, en quelque sorte déteint sur une minorité de villageois qui souhaitent améliorer leur image et sont concurrencés par les « mauvais » Roumains²²⁷. Les Tsiganes et consort ou le tiers-monde servent de pôle valorisant la roumanité car sa participation à la culture européenne est un garde-fou qui empêche de rejoindre cette altérité altérante servant de repoussoir. J'y reviendrai au septième chapitre.

5.2 Reîmpropriarire : un processus de recouvrement de la propriété ?

La *gospodarie* est le foyer du paysan mais c'est aussi une exploitation. La terre y est une ressource importante. Cependant l'instauration de la collectivisation a engendré une distance entre le paysan-ouvrier et sa propriété confisquée et collectivisée. Ce détachement fut notamment favorisé par une déresponsabilisation des travailleurs chapeautés par un système communiste faisant de la centralisation de l'administration bucarestois et du parti communiste les seuls axes décisionnaires. Pourtant, ainsi que l'historique l'a montré, ce lien n'est pas totalement rompu. Les pratiques, souvent cachées, qui ont cours dans les jardins maintiennent en vie une façon d'être *gospodar*. Changement et continuité s'entremêlent. La notion de propriété foncière est intimement liée à la *gospodarie*. Elle est recouverte en 1991. Ce sont ce processus de redistribution des terres et les discours que les villageois tiennent aujourd'hui sur leur propriété foncière qui sont ici abordés. Ces données issues du terrain sont croisées principalement avec les ouvrages de B. von Hirschhausen (1997), S. Stan (2005), K. Verdery (1983, 1994, 2003) et D. Kideckel (1993) auxquels d'autres s'ajoutent.

Bianca m'écrit en retour de ma demande de précision sur les événements de 1991²²⁸: *En 1991*,

²²⁷ Cet aspect des choses sera approfondi dans la troisième partie de la thèse lorsque les catégories de villageois usitées à Maureni seront abordées. Voir aussi A. Schiltz (2009).

²²⁸ Mail reçu le vendredi 03 avril 2009. Pour plus de lisibilité, je me permets de retranscrire son propos : « En 1991, au moment où on a commencé à redistribuer les terres, nous habitions déjà Maureni. Nous y étions depuis 1982. Nous avons acheté la maison en vente à tempérament. Chaque mois, nous versions une somme d'argent à la mairie. Quand nous avons signé les documents d'achat de la maison et que nous avons payé le premier versement, mon père était secrétaire à la mairie, ma mère comptable de l'association agricole anciennement CAP et moi, j'étais à l'école. Nicu est devenu secrétaire à la mairie en 1992 jusqu'en 1997. Nicu a été pensionné en 1997 et Emilia a été pensionnée en 1991. Début 1991, ils travaillaient à la CAP, MON PERE UNE SEULE ANNEE jusqu'en 1992, après il a travaillé à la mairie et ma mère est encore restée à la CAP. Nous avons acheté la maison en 96 à la mairie. Nous n'avons pas acheté d'autre maison du village. Avant, nous habitions une maison propriété de l'état (la maison à côté du Basarab). La terre a été distribuée par l'état. Il y avait des terres de la CAP et de l'IAS. Mon père et ma mère travaillait dans l'association qui distribuait la terre. Par la suite, mon père s'est transféré à la mairie ».

au moment où on a commencé à redistribuer les terres, nous avons habité déjà en Maureni. Nous sommes été venu ici en 1982. Nous avons acheté la maison en <rate>. Quaque moins nous avons payer à la primarie un parte d. argent. Quand nous avons faire les documents pour acheter la maison, et nous avons payer la premiere rate mon pere a travaille a la primarie comme secretar, ma mere a travaille comme contabila a une asociatie agricola, la fostul CAP, et moi, a l'ecole. Nicu est-il devenu secrétaire à la mairie en 1992 jusqu'en 1997. Nicu a été pensionné en 1997 et Emilia a été pensionné en 1991. Commencent de 1991 les deux ont travaille a CAP, MON PERE UN SEUL ANNE jusqu'en 1992, après il a travaille a la mairie. et ma mere e reste encore a CAP. Nous avons acheter la maison en 96 à la mairie. Nous n'avons pas achete une autre maison du village avant, nous avons habite une maison que etaient la propriete de l'etat. (la maison a cote de Basarab). Le terre a été distribuit de stat, era pamantul fostului CAP si IAS. Total meu si mama au lucrat la asociatia care distribuia pamantul, apoi tata s-a mutat la primarie. La famille Badita détient actuellement 7 ha de terre à Maureni, lieu où les parents ont travaillé et étaient installés en 89. Ils possèdent également, chacun de leur côté, des terres dans leur village d'origine en Olténie, au Sud du pays : Nicu 3 ha et Emilia 27 ha. Ils les partagent avec leurs frères et soeurs. En 1991, Nicu a récupéré les 3 ha d'Olténie avec lesquels sa famille était entrée à la CAP. Il en a reçu 7 autres à Maureni conformément à une loi privilégiant les anciens ingénieurs en chef²²⁹ et au maxima fixé alors à 10 ha par famille. Les terres dont Emilia et ses sœurs ont hérité avaient été confisquées par l'Etat. Elles faisaient partie des terres d'une IAS. Leur père, pope, avait été déclaré ennemi de l'Etat, *chiabur* et déchu de ses droits de propriété. Ce n'est que dans un second temps qu'Emilia a pu récupérer ses terres olténiennes en raison de l'évolution de la législation relative à la restitution des biens fonciers. Ainsi que je l'ai évoqué plus haut, le processus de recouvrement de la propriété foncière, *reîmproprietarie* est complexe et les informations ne se recoupent pas toujours²³⁰. Il donne lieu, aujourd'hui encore, à de nombreux conflits. Chacun défend son avoir avec ses propres références, dates et souvenirs. Selon qu'on se réfère au parcellaire de 1921 ou de 1945, selon que l'on fonde la propriété sur la possession antérieure à la collectivisation ou sur le travail accompli durant le communisme, les possesseurs d'un même terrain changent²³¹. F. Zerilli (2008) a montré que la reconstitution de la propriété en Roumanie a engendré quantité de recours en justice dont certains demeurent irrésolus. Une quasi-propriété est formée (Otoiu, 2006, p. 4). Ni les anciens ni les nouveaux propriétaires ne recouvrent l'entièreté de leurs droits : les nouveaux possesseurs ne peuvent jouir de leur bien car ils doivent prolonger d'au moins 5 ans sa location aux anciens occupants. Le propos développé ici repose sur les pratiques d'une famille particulière (mes seconds logeurs) éclairées par les auteurs susmentionnés qui précisent ce processus, son contexte et ses répercussions concrètes tant symboliques, sociologiques, juridiques, géographiques

²²⁹ Nicu, 68 ans, ingénieur agronome pensionné, Maureni, 11/02.

²³⁰ Plusieurs témoignages m'ont décrit la destruction et la cessation d'activité de la CAP, le maintien de l'IAS sans me parler de l'association évoquée par Bianca dans son mail. Cette association formée sur base de la CAP disparue n'a en fait pas survécu longtemps. Il semble s'agir d'une association chargée de répartir les terres de la CAP entre les habitants. Elle ne persista que ce temps. Elle ne constitua pas une forme de maintien de coopérative agricole associant divers exploitants du village.

²³¹ Une panoplie d'exemples de ce type de situation dans la littérature anthropologique consacrée à la restauration de la propriété en Roumanie : Hann 1998 ; Kideckel 1993 ; Verdery, 1996, 1999 et 2003 ; Zerilli, 2003.

que politiques.

En 1991, la loi 18, dont aucun villageois n'ignore l'existence, entre en vigueur. Bianca reprend des études au collège pédagogique de Timisoara après que son diplôme de gestion a été déclaré inadapté au même titre que la gestion communiste. Emilia est comptable dans une association agricole *Agrozom* et Nicu est secrétaire à la mairie. Ce poste est important puisque la mairie est alors dotée d'un pouvoir inconnu précédemment : c'est elle qui est chargée d'accepter ou de refuser les demandes et réclamations liées à la propriété, d'identifier et d'attribuer la terre sans parler de la gestion de la production agricole. Pas étonnant qu'elle se tourne alors vers un ingénieur agronome qui fut chef d'un *trust* de IAS. Le village redevient, par l'importance des mairies, un lieu central. Entre 1989 et 1991, selon les Maurenienis rencontrés, c'est le chaos : certaines entreprises se maintiennent tant bien que mal face aux nombreuses démolitions qui caractérisent la Roumanie. En effet, ailleurs, à l'Est, la cessation d'activité des coopératives n'engendre pas de mouvements punitifs destructeurs. Les dégradations du matériel et des locaux, le pillage et la dévastation des systèmes d'irrigation, des serres perçus alors comme une forme d'expiation sont aujourd'hui conçues comme une erreur. Il s'agit, pour Nicu, d'une dilapidation des efforts consentis et du travail laborieux presté dans une ambiance disciplinaire austère. Ces démantèlements débutés dès décembre 1989 sont la conséquence de comportements collectifs. Chacun part avec ce qu'il peut, à l'exception des grosses machines agricoles inemployables car *on en utilisait une pour réparer l'autre*²³². Le « château » du *mosierul* transformé en CAP est pillé. Il n'en reste que des ruines qui seront abattues en 2006. Le matériel disparaît de la coopérative pour réapparaître dans les jardins privés. La débrouille triomphe en cette ambiance de fin de règne. L'agriculture familiale est alors une bouée de sauvetage matérielle et symbolique. Conjointement au déblocage des exportations, l'essor des petits élevages familiaux libérés des quotas à verser et de la surveillance policière réalimente les marchés. Un système parallèle à l'état se poursuit tout en s'adaptant à la nouvelle donne. L'« abondance » des produits frais se conjugue à une pénurie de produits alimentaires transformés : sucre, huile, ... Localement la dissolution et la désorganisation des CAP et IAS sont patentes. Cela marque encore le paysage villageois actuel. M. Vincent, ancien ingénieur de la CAP jusque 1988 m'explique : *les ruines de la CAP ont été rasées par un Italien qui y a installé une fabrique. La station de mécanique agricole a été détruite car un acheteur s'est fait connaître. Il a ensuite abandonné ses projets et une licitation doit être reformulée pour retrouver un nouvel acquéreur*²³³. Ce terrain au cœur du village est toujours vide à l'heure actuelle. En 2002, Pusa m'expliquait : *j'ai travaillé à l'IAS (de Berzovia). J'étais chef de ferme. Il ne reste plus qu'une porcherie et une machine pour nourrir les animaux. Je dois la surveiller jusqu'à ce que quelqu'un vienne privatiser. Il n'y a plus d'argent pour payer des gardiens. Je suis la dernière de 300 ouvriers. Il y avait des champs, des vaches, des moutons. Quatre fermes de zootechnie ont été vendues. Il ne reste que cette porcherie de Berzovia. Il y avait là 60 000*

²³² Pusa, ingénieure agronome, 49 ans, Maurenis, 11/02.

²³³ Vincent, ingénieur agronome pensionné, plus de 65 ans, Maurenis, 07/06.

*porcs. C'est très grand et pour acheter il faut beaucoup d'argent. La CAP est fermée depuis 1990*²³⁴. L'absence de débat durant la période socialiste a rendu difficile le démarrage post 89. En effet, les années de communisme *particulièrement dogmatique puis franchement caricatural*, avaient non seulement laminé les élites politiques et déstructuré la société, mais aussi détruit toute forme de débat (Lhomel, 1989, p. 47). Ceci marque profondément la politique agricole nationale et ses applications à Maureni. D'une part cultiver est indispensable pour vivre au village. D'autre part, le morcellement des terres réapparaît : B. von Hirschhausen (1997) cite le nombre de 9 millions d'ha répartis en 5,6 millions de titulaires. La nécessité de posséder des outils pour cultiver n'étant pas une condition remplie pour un grand nombre de villageois et ce en dépit de l'entraide, le nombre de friches augmente. Par ailleurs, la terre est inappropriée pour les citadins ou les émigrés qui ne peuvent y avoir accès. L'espoir de créer des associations de villageois pour endiguer cette parcellisation extrême n'a pas vu le jour pour diverses raisons. Les villageois craignent notamment de tout reperdre. La loi pose la liquidation des CAP mais aussi de tout maintien possible d'une coopérative de production fondée sur des principes différents du social communisme dictatorial. L'immobilisme au sortir d'un mode de fonctionnement et de production où les acteurs n'avaient aucune responsabilité est une autre cause. Enfin, l'impossibilité de fonder des coopératives à la française s'adjoint de l'idéalisation du mode de vie rural de l'entre-deux-guerres : des paysans indépendants et autosuffisants vendant sur un marché. B. von Hirschhausen résume parfaitement la situation : *La Roumanie a une loi agraire ; elle n'a pas de loi agricole* (1997, p. 54).

Pour mettre un terme à la pénurie alimentaire, il est urgent d'instaurer une nouvelle politique agricole. Des changements radicaux parfois brutaux ont rapidement lieu localement, mais ils restent « timides » institutionnellement. Le décret 42, promulgué le 29 janvier 1990 permet la redistribution du cheptel et l'attribution de lopins de maximum 5000 m² aux membres de la CAP. Emilia, grâce à son poste, est au cœur de l'action. Ce premier décret ne pose pas la décollectivisation foncière pour autant, mais *entend amender le système coopératif et mettre fin aux aberrations les plus criantes de son fonctionnement, en redonnant un peu d'autonomie aux unités de production* (Von Hirschhausen, 1997, p. 44). S'élabore ensuite la loi 18, « deuxième constitution du pays » pour P. Roman. Il s'agit de *donner aux producteurs agricoles traditionnels les moyens de retrouver leur dignité* (Roman, 1994, p. 13). Après la restitution des jardins, rétablir la propriété foncière est envisagé. La loi 18/1991 ne prétend pas reconstituer mais construire cette propriété. Elle se penche sur les biens des anciennes CAP et laisse au frigo la question des IAS pour une future législation. La privatisation est envisagée mais dans un vocabulaire plus proche du communisme que de la démocratie libérale. Le passage de l'Etat à la propriété privée devrait en effet concerner les IAS puisque officiellement les terres des CAP n'ont pas été confisquées, mais il n'en est rien. Les terres saisies par l'état restent à l'état. Les anciens propriétaires expropriés, comme le fut le père d'Emilia, ou leurs héritiers deviennent actionnaires : le nombre d'action est établi en fonction de leur propriété avec un maximum de 10 ha. Les grandes privatisations et la métamorphose de ces

²³⁴ Pusa, ingénieure agronome, 49 ans, Maureni, 11/02.

entreprises étatiques en sociétés commerciales n'auront lieu qu'en 1996 lorsqu'une nouvelle formation politique gouvernera. Emilia recevra alors ses terres olténiennes.

Les CAP forment l'élément central de la loi 18. Un titre de propriété est délivré sur demande avec un minimum de 0,5 ha par ayant droit et un maximum de 10 ha par famille. Cette terre appartient-elle aux anciens propriétaires et leurs héritiers²³⁵ ou aux travailleurs ? La réglementation favorise les anciens coopérateurs (ou leurs héritiers) et concerne aussi les coopérateurs entrés à la CAP sans terre. Les premiers ont pu récupérer tout ou partie de leur terre mais pas nécessairement à l'emplacement original. En effet, la loi 18 distribue les terres des uns aux autres. *S'y ajoutaient les tensions autour du traçage des limites des parcelles, les problèmes d'héritage, les faux ou les erreurs commises dont le registre agricole a été le théâtre, le refus des archives de l'Etat de délivrer aux ayants droit des actes prouvant leur qualité de propriétaires. Tout comme par le passé, dans ces démarches, les villageois étaient à la merci des autorités locales* (Mungiu-Pippidi, 2004, p. 99). L'officialisation des titres est un véritable parcours du combattant. Elle dépend successivement du responsable du cadastre, des archives, des membres de la mairie, des fonctionnaires de la préfecture, ... À côté de cette lourde bureaucratie, K. Verdery évoque l'élasticité de la terre : *that collectives were not formed simply by putting together peasant farms, that land is not fixed but exceedingly elastic, that collectivization was more a matter of unraveling the placemats than of simply taking them up* (1994, p. 1072). Ces rétrécissement et étirement de la terre se confrontent à la mémoire collective du paysage. *Property restitution is therefore, like Kundera's proverbial struggle of memory against forgetting, a struggle of certain groups and persons to tie property down against other who would keep its edges flexible, uncertain, amorphous. It is a struggle of particularization against abstraction, of specific clods of earth against aggregate figures on paper, and particular individuals and families, reasserting thereby their specificity against a collectivist order that had sought to efface it. The story of property restitution is a story of forming (or failing to form) potentially new kinds of social identities based on property and possessing* (p. 1073). Les coopérateurs travaillant depuis minimum 3 ans obtiennent des lots de 0,5 à 1 ha, mais doivent cultiver cette terre interdite de vente durant 10 ans. Par ailleurs, une interdiction de création de propriétés par rachat de plus de 100 ha et la mise de côté des terres des IAS, anciennes propriétés des *chiaburi*, empêchent momentanément le retour des boyards. À l'heure de la mondialisation des échanges agricoles et des marchés, la question qui taraude la Roumanie depuis au moins le XIX^e siècle revient en force : la volonté de constituer un régime de propriété foncière agricole égalitaire. Les enjeux productifs de la terre cèdent le pas aux aspects sociaux. La loi 18 se révèle être non pas un retour à un statut antérieur mais une réforme agraire implicite. La volonté de réparer les injustices du régime qui a dépossédé les nouveaux citoyens roumains se mue en *justice distributive* (Maurel, 1994, pp. 348-349). Il est, à cet effet, intéressant de noter avec B. von Hirschhausen (1997, p. 226) que les assemblées de liquidation des coopératives sont appelées *obste*. Malgré la volonté

²³⁵ D. Kideckel (1993, pp. 125-126) avance que 43% des nouveaux propriétaires étaient des citoyens dont 39% étaient soit retraités soit salariés. Seuls 18% des personnes qui héritèrent de la terre pouvaient être intéressés et en mesure de la travailler.

de faire justice à tous, la situation est ambiguë. Les 40 années de collectivisation ont effectivement profondément transformé la trame foncière mais aussi le tissu villageois. La migration des Souabes²³⁶, les déménagements en ville ont « laissés » des places vides investies par de nouveaux habitants actifs dans l'agriculture, affectés à Maureni par l'Etat comme les Badita et placés là pour « désengorger » les zones très rurales.

Le rapatriement des « Allemands de Roumanie » débuta massivement dans les années 1950. Des accords furent signés entre la RDA et la Roumanie. En 50-51, un millier d'Allemands de Roumanie rejoignirent leur famille en RDA. En 1955, 3000 Allemands de Roumanie installés en Allemagne font le parcours inverse. La garantie d'absence de répression à leur égard confirma leur décision. Dès 1956, la restitution des maisons confisquées en 1945 à ces Allemands mena à l'expropriation des Roumains occupant ces demeures. Ils reçurent une aide étatique à la construction d'une habitation. La migration vers l'Allemagne pour reconstitution de famille dura jusque dans les années 70. Toute migration légale entérinait, contre une petite indemnité, la cession de la maison à l'Etat. La migration illégale provoquait une perte intégrale des biens. En 1978, N. Ceausescu signa un accord avec H. Schmidt : 12 à 15 000 citoyens « revinrent au pays » en échange de près de 5000 marks par personne. Ce prix fluctua au fil des ans. Il favorisa l'enrichissement des intermédiaires que les candidats à l'émigration devaient contacter. C'est dans les années 90 que les mouvements migratoires concernent toutes les populations de Roumanie. Des migrations internes complètent ce panel de mobilité internationale.

Le visage de Maureni se transforma au gré de ces déplacements. Au départ majoritairement peuplé de Souabes, des familles roumaines venues de Sibui s'installent et gonflent la population locale dès 1925. Les expropriations et déportations des *chiaburi* laissèrent vide une partie des demeures que l'Etat confia à des familles Roumaines selon la politique menée dès la fin de la seconde guerre mondiale. L'instauration du communisme, les étapes successives de son développement présentées au troisième chapitre, engendrent une reconfiguration du village. Des Souabes partent, d'autres restent et partagent un mode de vie avec les Roumains autochtones et s'installant peu à peu pour le *service* notamment dans les maisnies « abandonnées » par les « Allemands ». Le *navettisme* s'instaure : une mobilité accrue vers la ville se met en place pour répondre aux besoins créés par la politique d'industrialisation et d'urbanisation menée. Les maisnies éclatent et se *diffusent*, les familles se divisent : certains partent travailler dans les industries et vers les villes, d'autres restent au village. L'ouverture des frontières résultant de la Révolution engendra de nouveaux mouvements des habitants. De nombreux « Allemands » rejoignirent leur « mère » partie. Les Roumains migrèrent à l'Ouest selon différentes vagues sur lesquelles je reviendrai au septième chapitre.

²³⁶ Pour une étude approfondie de la migration des Allemands de Roumanie voir Michalon, 2003 et de la migration roumaine, Potot, 2003.

1991

COMISIA JUDEȚEANĂ PENTRU STABILIREA DREPTULUI
DE PROPRIETATE ASUPRA TERENURILOR

JUDEȚUL *Caras-Severin*
NR. *22/177*

CODUL

TITLU DE PROPRIETATE

*Comisia județeană pentru stabilirea dreptului de proprietate asupra
terenurilor, pe baza propunerii Comisiei comunale, enșenești, municipale și a
prevederilor Legii nr. 18/1991 a Fondului Funciar,*

DECLARĂ

Cetățeanul (a) **JORZ** **GEORGE**
(moștenitorii defunctului) (a) *Mărgan Ion*

din satul *Sosdeea 300* comuna, orașul, municipiul *Măureni*
județul *Caras-Severin* are în proprietate o suprafață totală
de *9* ha *256* mp., din care:

- prin reconstituirea dreptului de proprietate *9* ha *256* mp.,
- prin constituirea dreptului de proprietate ha, mp.,

situată pe teritoriul satului *Sosdeea* comuna, orașului, municipiului
Măureni structurată și amplasată conform celor de pe verso.

Proprietarul va exercita asupra celor de mai sus, toate drepturile și
obligațiile ce decurg din lege.

PREFECT
Tiberiu Bontib

SECRETAR
Don Hiesos

DIRECȚIA GENERALĂ
PENTRU
AGRICULTURĂ ȘI ALIMENTAȚIE
DIRECTOR GENERAL
Tiberiu Bontib

OFICIUL DE CADASTRU
ȘI
ORGANIZAREA TERITORIULUI
DIRECTOR
Drăgan Bocu

DATA *26.04.1994*

ROMANIA

SUPRAFAȚA PRIMITA ÎN EXTRAVILAN

A. SUPRAFAȚA PRIMITA ÎN EXTRAVILAN

NR. CAT.	CATEGORIA DE ÎNCADRARE	NR. TAPISARI		SUPRAFAȚĂ		REMARKS	MATERIAL				TOTAL
		TERAZA	PANTELĂ	SA	NO		EST	SUD	VEST	EST	
1	MAZUL	1	33	1	7200	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		2	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		3	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		4	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		5	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		6	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		7	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		8	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		9	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		10	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		11	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		12	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		13	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		14	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		15	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		16	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		17	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		18	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		19	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		20	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		21	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		22	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		23	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		24	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		25	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		26	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		27	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		28	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		29	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		30	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		31	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		32	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		33	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		34	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		35	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		36	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		37	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		38	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		39	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		40	1	1	1300	Slime	Orchestra	Orchestra	Orchestra	Orchestra	
		41	1	1	130						

Exemplaire d'un titre de propriété obtenu en 1991 par un habitant de Sosdea sur les terres d'un ancien. Il a obtenu 8,256 ha par *reconstitution* de droit de propriété. Le verso du document détaille l'étendue de la parcelle, son n°, les voisins et l'appellation du lieu de situation pour l'extra et l'intravilan séparément ainsi que l'affectation du sol.

Les sept premières années de la « transition » roumaine sous la présidence de I. Iliescu²³⁷ marquent la Roumanie en profondeur. Malgré une rhétorique de « la transition vers l'économie de marché », son impulsion conservatrice vise au maintien du contrôle étatique sur l'économie, et par là même de l'ancienne *nomenklatura*. Fin 1996, selon S. Stan (2005, p. 23), seulement 13% du secteur étatique est privatisé. Ces entreprises demeurées propriétés de l'Etat absorbent de nombreuses ressources car leurs dettes croissantes sont épongées régulièrement par son budget. La « transition » recèle donc autant de continuité que de rupture avec le régime antérieur. Si la centralisation est abolie, les liens avec l'Europe renoués et la collectivisation réduite, l'économie demeure essentiellement sous tutelle étatique. La loi 18 modifie la structure foncière. Elle ne semble cependant pas signifier, pour le gouvernement d'Iliescu, un retour aux structures antérieures au communisme ou une volonté de transformer radicalement le système de production agricole hérité du socialisme en créant *une classe de*

²³⁷ Ion Iliescu : premier président roumain de 90 à 96 (Front du salut national). Il effectua deux mandats avant d'être remplacé par E. Constantinescu du CDER (Convention Démocratique Roumaine). Iliescu retrouva la présidence en 2000 avec le PSD (Parti social Démocrate). Il est considéré comme l'un des investigateurs principaux de la Révolution et est ancien membre de la nomenklatura communiste.

petits fermiers capitalistes (Stan, 2005, pp. 21-31). Cette loi s'apparente plus, en quelque sorte, à une « assurance soutien » : la coopération de la population rurale « renflouée » en terre est favorisée et les marchés urbains réalimentés par les denrées de la campagne amoindrissent les revendications citadines nées des pénuries. La « transition » vers le marché à l'occidentale est au départ, conçue comme un modèle. Une forme de déterminisme culturel imposerait la voie à suivre ; la seule possible est la voie européenne que la Roumanie construite alors comme une et européenne rejoint enfin. Cependant, la frénésie de 1989 est remplacée par la morosité : le chômage et la pauvreté augmentent alors que le niveau de vie s'enfonce de plus en plus. La criminalité se développe au cœur de l'économie formelle, l'économie informelle se poursuit localement tout en s'internationalisant : mercantilisme et échange se côtoient et s'enlacent. La limitation des changements et de la loi foncière est rapidement perçue par les Maurenienii. La nostalgie se fait entendre. Dans ce contexte, *l'invention de nouvelles formules productives tient d'avantage du « bricolage » de solutions locales que de la reconstruction concertée d'un système agricole. Les nouveaux acteurs du changement cherchent à composer avec les données immédiates sur lesquelles ils peuvent agir. Ils dessinent à leur insu une nouvelle géographie agraire. On assiste ainsi au passage de la géographie des campagnes socialistes, volontaire et imposée au niveau national, à une géographie inventée au niveau local ; passage d'un système agraire collectiviste, programmé en fonction d'un projet politique idéologique déterminé et exogène, à des actions multiples et tâtonnantes, construite localement, sans référence à des modèles établis, et en l'absence d'intention clairement affichées par le législateur* (von Hirschhausen, 1997, pp. 75-76). Cela « change » pourtant par la suite. L'arrivée des investisseurs étrangers, ce nouveau visage des boyards, jusque là éloignés des terres et la nécessité de s'intégrer à l'économie de marché et à la PAC définies par l'UE engendrent des transformations. Le discours nostalgique perdurera tandis que la construction identitaire se transformera.

Les réformes engagées peu à peu ouvrent le marché roumain aux influences extérieures. Dès 1993, un traité d'association est signé avec l'UE. Il a pour effet de diriger les liens commerciaux vers l'Occident et non plus la Russie (Roper, 2000, pp. 87-107). Cependant, il faut attendre l'arrivée d'E. Constantinescu au pouvoir et le début de l'an 1997 pour que des réformes, qui seront jugées défavorables et se conjugueront à une situation interne particulièrement difficile, soient appliquées plus largement. Le prix de l'énergie est augmenté contrairement aux subventions sur les denrées de base, le commerce extérieur est libéralisé et les tarifs douaniers diminués (Stan, 2005, p. 24). La loi 169, dite loi Lupu, de 1997 ambitionne de corriger la loi 18. Elle autorise une restitution plus large que 10 ha selon les disponibilités avec un maximum de 50 ha et étend la possibilité de détention familiale de 100 à 200 ha. La reconstitution de la propriété de moins de 5 ha progresse à 81,6% en 1999 tandis que les lots moyens chutent et ceux plus importants demeurent inexistantes. Les entreprises étatiques sont également privatisées, vendues ou liquidées. En 1998, la vente de la terre agricole est autorisée. L'état contrôlait encore les IAS, les entreprises de collecte et de commercialisation des produits agricoles

(rebaptisées Romcereal) et donc leur prix²³⁸ ainsi que les SMA renommées Agromec²³⁹. En 1997, selon S. Stan (2005, p. 127), les petits producteurs privés détiennent ensemble 92 % des bovins, 59% des porcs et 95% des ovidés du pays. Dès 2000, le marché foncier roumain s'ouvre aux étrangers. Christian, agriculteur belge installé au village, peut acheter ses terres à condition de former une société de droit roumain. De bureaux en bureaux, d'attente en attente, il fonde deux sociétés : Agrobelt détient les terres et la ferme de Solbecq détient le bâtiment et le matériel agricoles. Subdiviser ainsi ses avoirs lui permet, en cas de faillite, de protéger une partie de ses biens ne pouvant être saisis puisque propriété d'une autre firme. La fixation de quotas de production par la PAC à respecter pour intégrer l'UE, les mesures sanitaires imposées et la confrontation quotidiennes avec les étrangers sur place ou ce que la presse en dit ternit l'image du modèle européen. Cela modifie également le regard de certains investisseurs vivant sur place. Un Belge installé en Roumanie depuis 89 explique :

La Roumanie ne pourra produire des produits laitiers que de seulement 1000 vaches par judet en moyenne. Cela fait une vache pour 55 habitants. C'est rien du tout. Les quotas de l'Union vont faire mourir les petits producteurs même les bergers. Je m'engueule aussi avec eux parce qu'ils mangent mes récoltes et abîment les terres mais c'est une tradition importante et intéressante. Les gens vont crever ici. Maintenant la situation est différente ici. Plus personne ne vient. Les gens savent que c'est difficile. C'est fini d'acheter de la terre à 100 ha par jour pour 1000 ou 3000 euros/ha de très bonne terre. La terre ne perd pas, mais prend de la valeur. On n'y perdra pas mais nos successeurs seront d'une autre trempe : des industriels plus que des agriculteurs, des personnes qui comme Miron²⁴⁰ disposent d'un capital important dans un autre domaine et se lancent dans l'agriculture par envie. Celui qui fait de l'agriculture aujourd'hui est passionné. Avec les petits prix et les problèmes d'argent, l'administration et les surveillances qui viennent de l'Union on déchant. ²⁴¹

L'atomisation des surfaces agricoles paysannes, une population villageoise majoritairement active en agriculture et un travail intensif provoqué par des moyens techniques archaïques sont communément considérés comme les traits du retard. Il s'agirait dès lors, de « développer » les campagnes roumaines, ainsi que le prescrivent les auteurs du rapport *Dezvoltare rural si reforma agriculturii românești* (2004), en réduisant le nombre pléthorique de paysans. Cette transformation de l'agriculture s'inspire du modèle de modernisation rurale de l'Europe de l'Ouest des années 60. D. Zaharia préconise par exemple :

²³⁸ C'est en 1997 que débute l'élimination du contrôle des prix tout au long de la chaîne agroalimentaire et que le prix minimum garanti disparaît.

²³⁹ Il faut aussi ajouter Semrom qui reprit la distribution des semences certifiées. Les petits exploitants comme les grandes entreprises font appel, encore aujourd'hui, aux services de ces sociétés qui furent éclatées en plus petites sociétés étatiques et privées. Cette privatisation eu lieu essentiellement en raison des demandes répétées de la Banque Mondiale conformément aux conditions énoncées dans son programme de « restructuration de l'agriculture ».

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/PROJECTS/0,,contentMDK:20013827~menuPK:64282137~pagePK:41367~piPK:279616~theSitePK:40941,00.html>

²⁴⁰ Homme d'affaire roumain ayant investi dans l'agriculture et l'élevage.

²⁴¹ Geoffrey, entrepreneur établi en Roumanie, environ 35 ans, Cisnadie, 07/06.

L'objectif à moyen et long terme du processus de modernisation de l'agriculture roumaine, est, sans aucun doute, l'émergence d'une classe d'agriculteurs-entrepreneurs capables de répondre aux exigences des consommateurs semblables à celles des occidentaux et de créer les conditions d'intégration de l'agriculture roumaine aux structures européennes. Les villageois nommés masses rurales constituent l'obstacle majeur à la modernisation de l'agriculture et à l'adoption d'un modèle productiviste comparable dans ses structures comme dans ses performances à celui dominant en Europe occidentale (Zaharia, 1997, p. 112). Ceci en dépit de la reconnaissance de la gospodarie comme élément essentiel de l'économie campagnarde : Or, si le modèle de la petite exploitation apparaît périmé aux yeux du plus grand nombre, il peut fonctionner comme un refuge pour tous les ruraux qui perdraient leur emploi (à la suite des restructurations) et qui se trouveraient contraints de se replier sur une exploitation de subsistance (p. 115).

5.3 Quel développement ?

Comment se fait-il que condamnée, la petite propriété, la *gospodarie*, bien que changeant, se maintienne? En voie de disparition selon Mendras (1981) ou Marx (1894) avant lui, de transformation en unités capitalistes en raison de sa production limitée, de la nécessité de diversifier les revenus, les emplois et les formations, menacée par l'expansion capitaliste, elle fait preuve d'une « vitalité » surprenante ? Agonie et non mort ? Ne peut-on y déceler une originalité par une forme d'adaptabilité et au travers d'arguments autres que ceux de l'économisme²⁴² du marché ?

5.3.1 Catégories de cultivateurs au village roumain

La paysannerie de Maureni n'est pas un ensemble homogène. Il convient d'envisager divers rapports à la notion de *gospodar*. Le travail de la terre, l'occupation de l'espace rural, l'habitat villageois sont multiformes. Divers modèles sont en présence. Par la relation à la terre, on pourrait former quatre groupes eux-mêmes non uniformes :

- Les entrepreneurs : Le secteur agro-alimentaire est représenté par des firmes telles que Smithfield. Elle a l'intention d'acheter 20 000 ha pour supporter l'implantation de 1 million de porcs dans le Banat. Il s'agit également du domaine plus « modeste » de Christian ou celui des frères Manolescu qui travaillent plus de 50 ha répartis sur deux communes. Leur inscription dans la compétitivité requise par le marché se combine à un usage de nouvelles technologies. Ils sont les bénéficiaires des fonds publics rendant leurs exploitations conformes aux normes sanitaires européennes.

²⁴² J'entends par là une forme argumentaire présentant l'économie de forme capitaliste comme un paradigme indépassable. Il ne s'agit nullement de dénier les formes économiques inhérentes à la *gospodarie* étudiées notamment par D. Kideckel (1993) ni d'encenser cette production limitée.

- Les agriculteurs et les petits exploitants ont pour principale activité l'agriculture tout en multipliant les formes de revenus. Ils travaillent dans diverses exploitations comme Mutulescu ou Masaï avec un outillage d'efficacité variable. Ils peuvent également se spécialiser dans un élevage et une production spécifique comme les bergers. Leurs produits sont vendus sur les marchés locaux. Selon le plan de développement rural adopté par la Roumanie actuellement, ils doivent se spécialiser et poursuivre la modernisation de leurs installations.

- Les villageois en semi autarcie domestique : la technologie dont ils disposent est réduite à un outillage de fortune ou à la récupération d'outils des stations mécaniques communistes. Leurs revenus sont faibles et combinent de nombreuses sources. Leur volonté de conserver leur autonomie face au secteur agroalimentaire soutient cette pluriactivité et la complémentarité des revenus des membres de la maisonnée. Ils devraient disparaître pour intégrer des petites fermes spécialisées ou devenir des villageois sans rapport avec l'agriculture. Cependant, faute de revenus suffisants et sans ressources tirées de la *gospodarie*, ils sont destinés à migrer ou à entrer dans la dernière catégorie ci-dessous décrite. La spécialisation agricole vers laquelle ils devraient tendre est inadéquate car leur volonté d'économie et d'autonomie est contraire à l'emprise aliénante du système dans lequel les petits exploitants se trouvent soumis aux lois du marché. Leur survie passe par le développement des circuits courts voire locaux de commercialisation et la considération de la distribution dans les réseaux de solidarité. Pour eux, cultiver met en intime adéquation économie, écologie (tant que possible ou du moins un lien à la nature déclaré spécifique) et solidarité.

- Les paysans déchus ont vendu leur terre. Leurs jardins sont peu exploités souvent en raison de la dissémination familiale. Le besoin de ressources impose la migration et le recours à l'entraide locale des réseaux d'échange en travaillant comme journaliers.

Les deux dernières catégories sont les plus importantes à Maureni ce qui tendrait à confirmer la position de B. Voicu (2000) caractérisant le développement roumain comme une pseudo-modernité. En effet, du siècle des Lumières à la Banque mondiale en passant par K. Marx, modernisation égale développement, le progrès est antonyme de la tradition et de la paysannerie. Or, le modèle *gospodar* n'est pas seulement une question de rapport économique, de production mais aussi un mode de vie dans lequel la terre est investie du sentiment de sécurité, d'assurance et d'identité. Le *gospodar* n'est pas à réduire à un producteur se transformant en agriculteur ou entrepreneur. Il est un marqueur culturel qui permet d'outrepasser les oppositions classiques entre tradition et modernité, communauté et société tout en instrumentalisant et en recourant à cette dichotomie. Le paradigme paysan est généralement construit sur le modèle de la fraction identitaire commun à la construction de la roumanité :

Paysan, Roumanité, Tradition, Continuité, Autonomie, Moralité, Nature respectée, origine

Agriculture, Européanité, Modernité, Changement, Marché, économie (argent), nature exploitée, étranger.

Toutefois, le village de Maureni comme d'autres communautés paysannes est un puzzle. Il est formé, d'éléments disparates juxtaposés, (qui) définissent l'appartenance des individus au groupe de résidence à l'aide de catégories spatiales et temporelles particulières dont les mécanismes participent d'une logique spécifique (Karnoouh, 1980, p. 184).

5.3.2 Faim du monde et fin du gospodar ?

- *Trandafir viendra demain matin avec Crin et Stele. Mihai a accepté de nous aider. Titi Gheorgescu n'est pas libre. Toi Séverine tu garderas la maison.*
- *Je préférerais venir avec vous si je ne vous dérange pas*
- *Non, c'est un travail trop dure pour toi. Regarde tes mains ...*
- *Mais je pourrais vous aider un peu*
- *Tu nous aides si tu restes²⁴³*

Le lendemain, je garde la maison. Vers 17h, le portail grince : ils sont de retour de *tulei*. Une charrette conduite par Trandafir, le voisin des Badita et gardien de nuit de Christian pénètre dans la cour. Elle regorge de bottes de fane de maïs, les *tulei* me dit-on. Ika et Mia sont juchées au sommet de cette montagne à l'air bien stable, mais je ne sais par quelle magie. Je veux les aider à décharger. Bien vite j'abandonne. « Ces trucs pèsent une tonne ». Je me sens ridicule en voyant Emilia, 50 kg toute mouillée, se saisir d'une botte et l'envoyer à un jeune garçon venu les aider. Cette dernière recrue commence à dresser la première des deux meules qui passeront l'hiver dans la première cour et serviront à nourrir les animaux. Ils repartent pour une deuxième charrette et aller rechercher Mihai. Une fois terminé ce travail de récolte des *tulei*, la terre est vierge. Il ne reste rien. Elle doit de nouveau être retournée.



Trandafir, Ika et Emilia revenant du Tulei dont la charrette est chargée, Maureni, octobre 2003 / Femme égrainant à la main les épis de maïs dans le *patul* de son jardin, Maureni, mai 2006.

Le maïs est semé entre avril et mai. La plante fleurit en juillet - août. Contrairement aux autres céréales, c'est une culture sarclée. Le binage est utile pour lutter contre les mauvaises herbes et surtout

²⁴³ Conversation avec Emilia, 30/10/03.

limiter les pertes en eau. Cette plante nécessite une grande attention. Le travail à la houe ou parfois à la motobineuse pour éliminer les nuisibles et aérer le sol est indispensable et ardu. En octobre, la plante arrive à maturation. Elle est alors prête pour la récolte qui s'étend jusqu'à novembre. Chaque type de maïs a ses règles. Le maïs en grain se récolte entre 25 et 35% d'humidité, pour être séché avant sa commercialisation. Le maïs doux, lui, se récolte très humide (environ 70% d'humidité), après 90 jours de culture seulement. Lorsque le maïs parvient à sa maturité physiologique, la teneur en eau des grains peut atteindre jusqu'à 37-38%. Avant de procéder à la récolte à la main des épis, on pratique souvent le pré-séchage du maïs sur pied dans le champ. Les épis sont laissés sur la plante telle qu'elle s'est développée. Les techniques de pré-séchage au champ sont assez répandues, mais comportent d'importants risques de perte de produit, surtout si les variétés cultivées sont particulièrement sensibles à une météo capricieuse et aux ravageurs (insectes, oiseaux, rongeurs, etc.). Par ailleurs, la durée des opérations de pré-séchage au champ réduit les possibilités d'exploitation des parcelles. Un premier ramassage manuel des épis de maïs a lieu quelques temps, selon la météo, avant de récolter les tiges séchées. Pour récolter le maïs à la main, on sépare les épis du reste de la plante, sans utiliser d'outils agricoles particuliers. À titre indicatif, la durée moyenne de la récolte à la main de cette céréale varie entre 120 et 200 heures d'ouvrier par hectare (15-25 journées d'ouvrier par hectare)²⁴⁴. Après l'épanouillage manuel, le maïs est stocké sans spathes dans une cage de la basse-cour. Cette opération, qui s'effectue à la main, nécessite environ 130 heures d'ouvrier par hectare (environ 16 journées d'ouvrier par hectare). Les épis seront égrainés au fil des mois hivernaux pour nourrir la volaille ou donnés tels quels aux bovins. Selon la FAO, *la récolte du maïs à la main peut se pratiquer pour des cultures ne dépassant pas 12 hectares, à condition que le climat et la disponibilité de main-d'œuvre le permettent*²⁴⁵. Je remarque que la charrette est également indispensable. Sans elle, il est impossible de transporter le produit du labour. À Maureni, en 2002, un recensement de la police chiffrait le nombre de *caruta* à 51 et de tracteur à 30. Le prêt, la location de matériel et le besoin de main d'œuvre sont cruciaux pour réussir à produire de cette façon.

Sur les terres de Christian, le travail est bien différent. Le semis se fait à l'aide de semoirs de précision. Ils permettent de contrôler tant la profondeur, l'écartement des lignes que la densité sur les lignes semées. Il doit se faire le plus tôt possible, dès que la terre est suffisamment réchauffée durant la deuxième quinzaine d'avril pour favoriser l'enracinement des plantes, permettant une meilleure résistance à la sécheresse d'été et une récolte précoce en automne. Le sarclage est également mécanisé. Une sorte de herse démultipliant les houes effectue le travail de 10 hommes en même temps et en un temps réduit.

²⁴⁴ Données issues de <http://www.fao.org/docrep/t0522f/T0522F02.htm>

²⁴⁵ <http://www.fao.org/docrep/t0522f/T0522F02.htm>



Vue latérale de la ferme de Christian, à l'arrière plan le séchoir mécanique, Maureni, octobre 2002 / Vue sur les silos servant de séchoir à ventilation naturelle dans la ferme de Christian, Maureni, juillet 2006.

La récolte mécanisée du maïs se fait à l'aide de moissonneuses-batteuses dérivées des moissonneuses-batteuses pour le blé auxquelles ont été apportées des modifications appropriées aux organes de coupe et au dispositif de battage du maïs. En temps de récolte, Christian fait tourner sa propre moissonneuse ainsi qu'une autre qu'il loue à une firme de machines agricoles de Timisoara. Dépendant des conditions de récolte et de la forme et des dimensions des parcelles, la capacité de travail de ces machines peut varier entre 0,8 et 1,2 h/ha dans le cas de machines à six rangs traitant l'ensemble de la plante. Les pertes globales de grain, le plus souvent imputables au dispositif de coupe, dépassent rarement 3%. Les grains doivent être séchés à l'air chaud pour ramener le taux d'humidité de 37% à 14-15 % permettant un stockage prolongé. Avant d'avoir fait construire quatre silos, Christian vendait directement ses remorques de grains à Jimbolia²⁴⁶. Par ailleurs, le fermier belge possède son propre séchoir. Non seulement cet engin est convoité par ses ingénieurs en chef pour leur usage personnel mais également par les autorités du village. Il sert par exemple à sécher le maïs de la police que, en l'absence de leur patron, les ouvriers du Montois auront récolté avec le matériel de ce dernier. Le *gozul*, sorte de farine épaisse provenant des chutes des grains séchés, est l'objet d'un trafic et d'une lutte d'influence dont je reparlerai. Un net déséquilibre de rentabilité entre récolte manuelle et mécanisée se constate. Pourtant une forme d'intermédiaire existe au village. Elles sont permises grâce à la mécanisation héritée de la collectivisation et la formation de petites propriétés de 10 à 40ha, de taille moyenne en fait dans le cadre de ce terrain particulier héritage familial ou constitué par achat et location. Dans ce cas l'outillage est mécanisé mais moins performant que la technique occidentale. Les tracteurs sont moins puissants, vieillots, ont subis de nombreuses réparations avec des pièces issues d'autres véhicules à l'arrêt. Les cueilleurs-épanouilleurs ou égraineurs sont moins efficaces que les moissonneuses mais sans commune mesure avec le travail manuel. Ces machines peuvent effectuer simultanément les opérations de récolte, d'épanouillage, d'égrenage des épis et de pré-nettoyage des grains. *La capacité de travail de ces machines peut varier de 1,6 à 3,45 h/ha, avec 75 à 80% d'épis complètement*

²⁴⁶ Christian m'explique comme suit ses revenus relatifs au maïs : Il investit 75 euros/ha : 30 euros de semences, 20 de gasoil, préparation du sol et personnel et 25 pour louer la terre. En 2002, il a récolté 2000 kg de maïs /ha mais précise que les années suivantes, *en temps normal*, il devrait en tirer 7000 kg. Le maïs se vendait alors 200 euros/ha. Il me disait alors gagner 125 euros en raison de son choix de cultiver bio. *L'an prochain, je mets de l'engrais. Je dépenserai les 125 euros mais pour avoir 7 fois plus et 700 euros/ha. C'est pas mal.* Christian, le 11/11/2002.

épanouillés, et des pertes totales de grain inférieures à 3-4%²⁴⁷. Ceci sous-tend divers propos quant à l'avenir de l'agriculture locale et de ses exploitants.

Deux pratiques, deux techniques, deux constructions du monde, de l'espace, de la nature et de sa mise en culture transparaissent. Selon le point de vue l'une serait archaïque, l'autre performante ; l'une destructrice de la nature car sans connaissance, l'autre un progrès ; l'une biologique, écologique et éthologique, l'autre fondée sur l'économie froide dirigée par le marché global ; l'une serait un moyen de subsistance de villageois affamés, l'autre remplirait les assiettes des travailleurs salariés ; l'une serait l'avenir de l'exploitation des ressources et des populations planétaires, l'autre porteuse de crise alimentaire et écologique.

Le « retour » à la terre plus qu'un appel de l'instinct était en 89 une question de survie en Roumanie. Dans un pays où la campagne et l'agriculture occupent une place essentielle dans la production alimentaire et identitaire, le processus de recouvrement de biens fonciers « spoliés » par la collectivisation est un refuge. Selon P. Otiman (1994), en 1990, le retour de la propriété paysanne n'était pas toujours souhaité en raison de la crainte du retour des boyards. Ceci nuance donc l'ancrage et la volonté de retour *gospodar* : *le paysan ne faisait plus aucun lien entre son droit de propriété sur la terre et un état de normalité en agriculture* (1994, p. 139). *Les réformes introduites dans l'agriculture sont largement tributaires des relations agraires instaurées sous le régime communiste : selon que les paysans ont entretenu un rapport harmonieux ou tendus avec le pouvoir, la décollectivisation peut obéir à des logiques diversifiées* (Roger, 2002, p. 3). Le « retour vers le futur » de l'agriculture et de la paysannerie roumaine serait une construction idéologique camouflant la stratégie politique de survie derrière une façade identitaire et un usage idéologique du *gospodar*. La tradition s'invente un fois de plus (Hobsbawm 1981 ; Dimitrijevic, 2004). J'y reviendrai. Par ailleurs, en dépit de la subsistance de cette agriculture de subsistance et sa défense face à sa « perte » engendrée par les normes d'adhésion à l'UE, l'ancrage paysan se renouvelle. Des contours anciens et de formes nouvelles se combinent pour faire apparaître les multiples sens dont la *gospodarie*, le *gospodar* et le village sont investis par les Maurenieni. Le démantèlement des IAS et CAP, mouvement propre à la Roumanie, au lendemain de la chute du régime de Ceaurescu et du communisme est aujourd'hui regretté. La fin du communisme n'a pas amené la Révolution mais une nouvelle soumission pour certains, une liberté de ne rien faire ou de tout faire pour d'autres, un affranchissement de la tutelle étatique, des obligations et un retour à soi, à la terre villageoise paysanne privée pour d'autres encore. Un sentiment de continuité devenant mémoire face au changement se transforme et se fabrique en lien avec un sentiment de rupture. L'agonie des héritiers du *gospodar* qui s'accrochent et bricolent leur subsistance matérielle et mémorielle s'en nourrit.

²⁴⁷ <http://www.fao.org/docrep/t0522f/T0522F02.htm>

Après la « transition », la Roumanie serait aujourd'hui, selon la Banque mondiale *un pays à revenus intermédiaires*²⁴⁸. Le développement économique occidental ayant intensifié les échanges, donc l'interdépendance, il devient de plus en plus difficile d'adopter une attitude refuge face au territoire dans nos contrées. De plus, la mondialisation conduit à la constitution de liens qui transcendent les frontières. Des réseaux peu limités par le territoire et par la souveraineté nationale comme ceux des sociétés multinationales se constituent. La circulation conteste le cloisonnement du monde vers lequel tendrait la semi autarcie gospodar dans un contexte de crise économique et financière, de fragilité du capitalisme et du libéralisme. Si la PAC base, de plus en plus, sa politique sur le respect d'un patrimoine paysager et social, de l'environnement guidant vers le dépassement d'une intense production qui doit rapporter, l'enjeu productif reste important à Maureni et en Roumanie.

On est dans un modèle agricole qui ne fonctionne pas sans un soutien financier de la part de l'Etat, un soutien public en tout cas. L'agriculture de subsistance ou de semi- subsistance où on retrouve en fait ce gospodar ne trouve plus trop sa place dans cette Politique Agricole Commune qui est appliquée par la Roumanie. Je pense qu'on a tout intérêt à garder ce modèle de gospodar puisque sinon on risque de foutre en l'air des campagnes entières et pas seulement en Roumanie. Peut-être ce n'est plus le cas en Italie. Peut-être pas en Italie mais en tout cas en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, au Danemark qui ont connu un développement fulgurant de l'agriculture industrielle. Peut-être ce n'est plus le cas. On ne trouve plus trop, mais si on regarde maintenant dans l'Union Européenne élargie, presque la moitié des agriculteurs de l'Union Européenne élargie sont des petits exploitants de subsistance et de semi subsistance. On les retrouve en Pologne, on les retrouve en Roumanie, on les retrouve en Bulgarie, un petit peu en Hongrie mais aussi en Italie, en Espagne, au Portugal. Donc je pense qu'il faudra que la Politique Agricole Commune qui va sans doute être réformée, adaptée²⁴⁹, devra tenir compte de ce modèle d'agriculture qui va être un modèle parmi les modèles dominant dans l'Union Européenne parce qu'on a l'agriculture familiale pour le marché. Le modèle dominant jusqu'à présent qui va rester, on a aussi des très grosses exploitations avec lesquelles vient l'Allemagne de l'Est et mais aussi la Grande-Bretagne surtout, la Roumanie mais aussi la Tchéquie et la Pologne. Mais on a aussi ces petits agriculteurs et on a tout intérêt à les garder pour maintenir la population à la campagne d'une part, pour entretenir l'espace rural du point de vue environnemental mais aussi pour approvisionner les marchés locaux. Moi je vois la solution pour ces petites exploitations de semi subsistance : donc ils produisent pour eux, mais qui systématiquement vendent une partie de leur production au niveau local. Si on organise le réseau court de distribution, si on organise les marchés locaux, si on organise le système où on rapproche directement les petits producteurs du consommateur, dans ce commerce de proximité de produits de qualité, de produits bio, ça peut être une

²⁴⁸<http://www.worldbank.org.ro/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/ROMANIAEXTN/0,,contentMDK:21568092~menuPK:287317~pagePK:2865066~piPK:2865079~theSitePK:275154,00.html>

²⁴⁹ Il est alors question, lors de la ratification du traité de Lisbonne, d'établir un pouvoir de codécision sur la Politique Agricole Commune entre le conseil des ministres de l'agriculture, jusque là seul habilité à la réglementation de ce secteur, et le Parlement européen. De consultatif cet organe devient législatif. Cette décision fut adoptée le jeudi 7 mai 2009. Voir www.europarl.europa.eu/ftu/pdf/fr/FTU_4.2.9.pdf

solution pour maintenir ce gospodar. En tout cas cette production de subsistance, semi-subsistance. Parce que, ma crainte, c'est que si on ne fait pas ça, dans 10 ans ..., bon on retrouve maintenant une crise financière, une crise économique, on peut tomber aussi dans une crise alimentaire si on continue avec ce modèle de consommation alimentaire. Et dans une telle situation, l'Europe maintenant elle se voit très bien. Elle dit « holala, on a des surplus, pourquoi soutenir l'agriculture, on va soutenir une PAC ». On peut se retrouver dans un autre contexte, mais, dans la même situation qu'après la guerre, c'est-à-dire qu'on aura pas assez même à nourrir l'Europe. Ce système maintient en place une production et maintient un développement local indépendamment des fluctuations économiques de la macro économie et de l'économie mondiale. C'est pour ça que je pense que là où on a encore ce modèle, on a tout intérêt de le maintenir. Et surtout de trouver maintenant des instruments de politique agricole pour prendre en compte ces petits agriculteurs.(...) il y a même un retour à un système de consommation de produits locaux, de produits des petites exploitations (en Europe de l'Ouest). C'est un argument de plus de ne pas détruire pour revenir après, dans quelques années, à un modèle qui est regretté dans une partie de l'Europe et qui essaie de reconstruire. C'est beaucoup plus difficile car comme disait (...) un leader de la fédération du syndicat agricole : qu'il y a pas de pays sans paysans. Raymond Lacombe, il était un petit agriculteur dans l'Aveyron. Justement le problème c'est qu'ils ont détruit les paysans, on aura plus le pays, la campagne. Ça le retour, ça va être plus difficile après de faire des paysans si on a perdu ce tissu²⁵⁰.

5.3.3 La gospodarie a-t-elle une potentialité propre ?

Le doigt mis dans l'engrenage de la mécanisation s'il constitue une évolution ne transforme pas nécessairement radicalement les habitants de Maureni en agriculteurs ou « simple » villageois. Il n'est pas seulement question de technologie, de progrès mais aussi de rapport à l'environnement dans le fait d'habiter ce village. Il est aussi question d'être habité. Malgré la révision de la perspective adoptée par la FAO, de plus en plus en faveur d'un développement durable, l'agriculture que défend la politique européenne est énergivore. À sa remise en cause par l'irrespect de l'environnement s'ajoute un contexte de crise qui semble favoriser un « renouveau » paysan. La succession d'épidémie de la vache folle, de la grippe aviaire et des affaires de dioxine, s'additionne aux problèmes écologiques des pesticides et engrais, à la pollution des nappes phréatiques, à l'érosion des ressources due à une irrigation intempestive, à l'épuisement du sol, à la mécanisation de l'animalité. Enfin, les médias diffusent de plus en plus largement les critiques d'une pratique inepte consistant en l'achat, à l'étranger d'immenses domaines par des Etats ne produisant plus de céréales à domicile mais sur ces terres étrangères de petits paysans expropriés. Ceci soulève quantités de questions éthiques quant aux relations entre l'homme et le milieu, mais aussi entre les hommes et interroge la finalité d'une croissance dénoncée comme décroissance (Latouche, 2007). Sous la pression de l'eupéanisation, Maureni se transforme et le *gospodar* s'essouffle mais la crise est un potentiel ballon d'oxygène qui

²⁵⁰ D. Ciolos, ancien ministre de l'agriculture et du développement durable, 40 ans, Bucarest, 02/09.

prolongera l'agonie du *gospodar*. Potentiel acharnement thérapeutique ? En effet, à côté des héritiers du *gospodar*, le nombre d'habitants qui se déclarent sans repère grandit. Toutefois, plutôt que de périlcliter, de s'éteindre, on assiste à des déviations, des écarts, des adaptations. La « fin des *gospodari* » n'est donc pas inéluctable. V. Mihailescu (2008, p. 4) se demande *comment (en) faire le deuil pour mieux en hériter* ? Il ne s'agit pas de remettre en cause sans nuance le modèle de l'agriculture qui s'impose à l'Est mais d'interroger les revendications des héritiers du *gospodar* qui bien qu'instrumentalisant et instrumentalisé par le modèle fractal de la roumanité et de la paysannerie montre un dépassement possible de l'opposition. Il ne s'agit ni d'un retour à la tradition, au *gospodar* (pour peu qu'il ait existé un jour) ni d'un plaidoyer en faveur de la modernité mais d'interroger ces deux aspects en les associant, en ne renonçant ni à l'un ni à l'autre. Les identités des héritiers du *gospodar* pourraient-elles prétendre au statut de nouveau paradigme interrogeant la dépréciation de la paysannerie, la construction de la « paysanneté » et l'élimination des paysans ? Les Maurenieni ne sont plus le *gospodar*, mais en sont les héritiers de la troisième génération. Un premier mélange l'avait transformé en paysan prolétaire. L'ouverture à l'Ouest suggère un autre changement qui loin de se constituer sur le fond *gospodar* « premier » prolonge et transforme cet acquis communiste et les souvenirs de leur ancêtre.

Ce matin là (le 28 mai 2006), le pope, à l'église parlait du temps, de Dieu (évidemment), du mal : le vol, mais surtout de la création : le travail de la terre. La réunion de ce midi allait me montrer une fois de plus comme la terre est cruciale à Maurenieni mais aussi qu'un fossé sépare cette conception villageoise et celle que l'on s'en fait à Bruxelles. Il est 13 h et nous poireautons toujours. Messieurs les ingénieurs de Resita se font attendre. Il y a là 14 hommes : le vice maire, Masaï, Mutulescu, Les « grands » exploitants autochtones, mais aussi des bergers dont Iepure qui crie que la société est malade : le fromage n'est plus rentable par rapport au communisme. Quelques femmes, dans leur coin, discutent des voisins. *Si Emilia était là, elle serait avec les hommes à parler politique et pas avec les femmes*, me fait remarquer Bianca. Selon elle, la division des groupes et sujets de conversation ne relève pas du sexe mais d'une non connaissance. Les ingénieurs « s'excusent » du contretemps : *j'ai téléphoné au secrétaire de la mairie, l'info n'est pas passée comme d'habitude*. Nous nous installons sur les chaises réparties en rang dans une salle du foyer culturel. Les femmes sont dans le fond de la pièce, les hommes devant et moi au premier rang. Nos regards sont tournés vers une longue table où siègent les ingénieurs. En 2006, j'ai pu assister à deux séances d'informations destinées aux cultivateurs du village. Elles eurent lieu au foyer culturel: la première le 28 mai et la seconde le 17 juillet. Il s'agissait d'une part d'informer sur les subventions que l'UE octroie aux différents secteurs de l'agriculture et des conditions attendues par l'UE en matière de normalisation sanitaire en contexte de grippe aviaire. D'autre part, il s'agissait d'identifier sur une photo aérienne du parcellaire, d'identifier ses propriétés foncières. La première réunion consiste principalement en une succession de

quatre monologues monotones de spécialistes en zootechnie, en subventions, en réglementations qui assènent à leur auditoire des lignes de conduites : *les villageois doivent se restructurer*. Pour les aider, des fonds européens existent dont SAPARD²⁵¹. Ils sont destinés à faire des *gospodarii* des fermes rentables *prêtes pour un caractère commercial* pour le moment de l'intégration à l'Union. Pour cela, les intéressés doivent déposer des projets pour créer un abattoir, une fromagerie, une ferme de vaches, de moutons,... et respecter les réglementations de Bruxelles. Ils auront alors à leur disposition l'outillage nécessaire et recevront des fonds de x milliers d'euros. Une bonne production est nécessaire tant en quantité qu'en qualité (au sens occidental du terme). Des fermes moyennes et petites de 20 ha avec 15 à 20 vaches laitières sont aussi envisagées. « Ce sont alors des minuscules exploitations qui existent actuellement alors » me dis-je. « Comment passer d'une vache par famille et de 3 ha de moyenne aux chiffres annoncés ? Une élimination devra avoir lieu. Comment ? Que vont faire ceux qui restent sur le carreau, ceux qui n'auront plus ni vache ni terre ? Deviendront-ils comme les villageois tant critiqués, des personnes sans repères ? Viendront-ils grossir les rangs des quémandeurs, des journaliers ou des migrants ? Des postes, un plan pour l'emploi accompagnent-ils cette mise à la retraite des héritiers du *gospodar* ? » L'expert suivant fait se suivre les chiffres : nombres de bovins, au moins 500 litres de lait pour tel montant de subsides avec telle législation selon telle *classe* de ferme et de production. « Les Badita vont faire long feu avec les 8 litres quotidiens de Sufletel et Nicole. Heureusement qu'ils en sont déjà à l'insémination artificielle et aux vaccinations obligatoires ». L'ultime intervenant assène le coup de grâce. Il « joue au mauvais flic » : il fait peur, menace d'amendes, explique les interdictions alimentaires des animaux, les punitions et les risques encourus. *Avec la grippe aviaire, la volaille doit être tenue dans les basses-cours et ne plus circuler dans le village en liberté*. « Tiens chez nous elle doit être confinée à l'intérieur. Deux poids deux mesures ? ». Au terme des exposés, la salle quelque peu assommée peut poser ses questions. Masaï demande si, outre les vaches laitières, des subsides existent pour les vaches limousines ou charolaises productrices de viande. Iepure se lance à son tour : *Cela ne m'intéresse pas la politique blablabla*. Il vocifère et harangue la salle : *Comment aller à l'abattoir avec mes moutons sans véhicule ? L'abattoir est à des centaines de kilomètres !* La réponse tombe comme un couperet : *C'est clair, c'est comme cela*. Je me lance également :

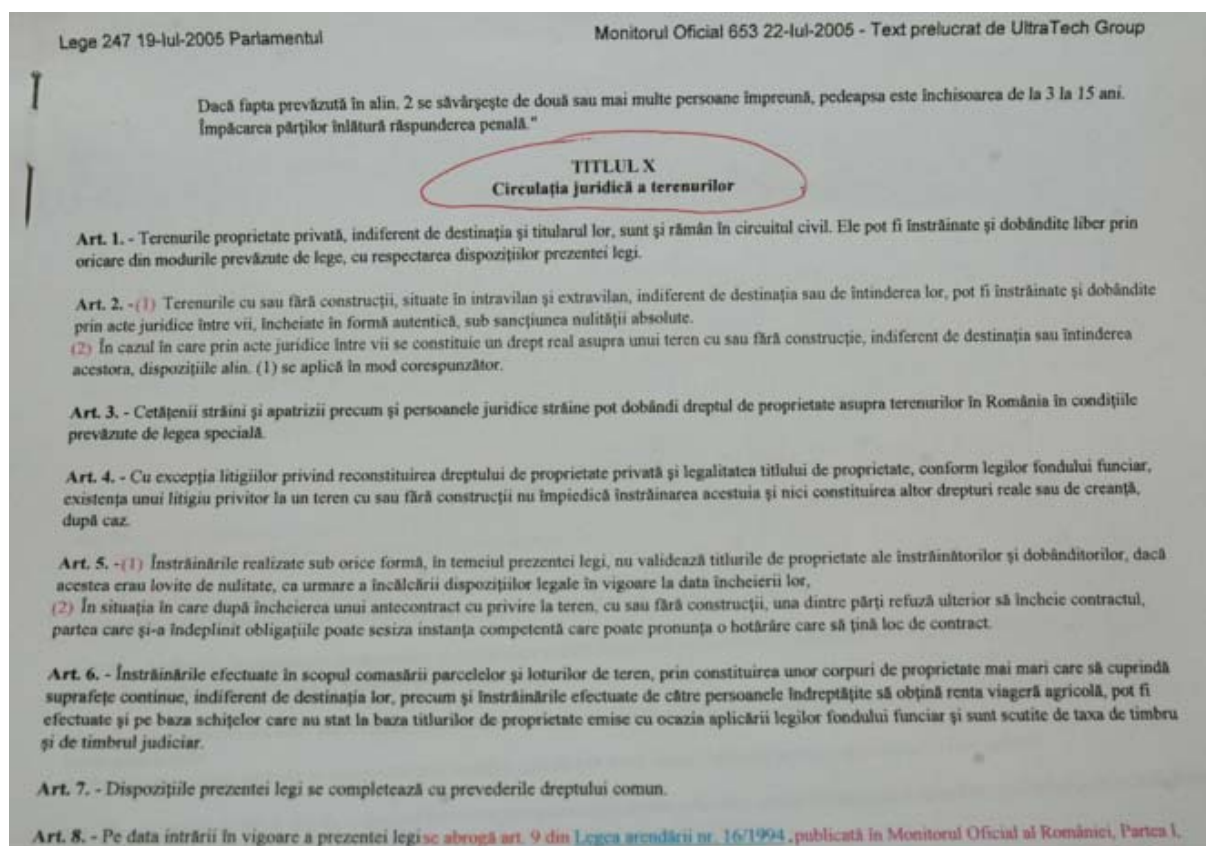
- *Des gospodarii avec deux ha de terre, une vache, que vont devenir les gens ?*
- *Des micro-fermes spécialisées voyons.* (...) Il résume ce qui vient d'être dit.
- *Comment ?*
- *Avec les fonds.*

²⁵¹ Pour plus d'information sur l'irruption de ce plan de soutien économique dans les zones rurales roumaines voir von Hirschhausen (2008) et Catalina, et al. (2008).

Point final. Réponse laconique, langue de bois ? Et les gens alors ? Est-ce mon niveau de roumain insuffisant ou les autres, comme moi, ont-ils seulement compris qu'il existe des subsides mais qu'il faut pour cela être agriculteur et pas *gospodar* ou son héritié ? Outre Masaï et Mutulescu qui peut y prétendre à Maureni ? Les bergers sont sous-équipés et hors normes sans parler des micros exploitations de subsistances. » Lors de la seconde convocation, Nicu, pour l'occasion, a enfilé son costume. *Ils veulent faire quelque chose avec la terre avec des crédits bancaires*, me dit-il. *Avez-vous des animaux, Avez-vous ouvert un compte bancaire ? Où sont vos hectares ?* l'interroge une dame de Resita. Nicu peine à s'y retrouver sur la photographie. Les numéros des parcelles ne correspondent pas à sa façon de dénommer les lieux et de se repérer dans l'espace. Il s'oriente alors en suivant les chemins avec son doigt. La dame qui recense les biens immobiliers villageois tord la bouche, pince les lèvres et soupire. Elle me semble avoir aussi peu de considération pour des villageois « incultes », des paysans « sans envergures ni horizon » que les ingénieurs de la séance précédente. Elle parle avec condescendance et s'impatiente quand il hésite. D'ailleurs, elle, comme les ingénieurs de Resita, cherchent-ils vraiment à les soutenir, les accompagner et les encourager ? Un faible taux des subventions européennes parviendra aux mains des villageois. Avant de partir, Nicu demande s'il peut avoir un exemplaire de ce plan. Non ! *C'est un travail secret. Pour l'UE, il faut identifier qui a quoi, fait quoi et comment en Roumanie. Ce n'est pas obligatoire mais en identifiant, probablement des associations vont être proposées ou des locations de plus grands terrains formés sur base par associations entre voisins de terre pour obtenir des subventions* explique l'ingénieur pensionné. De fait des subventions sont proposées à condition que la propriété couvre un minimum de 1 ha et que les parcelles soient au moins d'une superficie de 1/3 d'ha. Par ailleurs, l'état pousse les plus âgés à céder leurs terres afin que des exploitations plus grandes se constituent et enraient le morcellement des lopins entourant les villages. À cette fin, des subventions sont accordées aux viagers. Ces nouvelles rétributions associées à la terre bien que n'étant pas inutiles dans les revenus de la *gospodarie* Badita ne sont pas mis à profit. Je le comprendrai plus tard. Les terres sont nécessaires à l'organisation au cœur de la maisnie matériellement et symboliquement. De nouvelles stratégies se développent face à la gestion et à la cession des biens agricoles.

Le 05 avril 2007, je me rends encore une fois avec Nicu à la mairie. Il veut savoir s'il peut vendre ses terres à Bianca tout en profitant de cette prime au viager sans perdre d'argent. Il pourrait combiner argent et conservation de son patrimoine. *Si cela ne fonctionne pas, tant pis. Je ne les vendrai pas. Je les donnerai à Bianca. J'ai cédé mes terres d'Olténie à ma sœur, mais j'y vais chaque année pour la tuica. Ce sont mes vacances. Emilia a encore 10 ha là-bas.* Gigi, le secrétaire communal, avocat de formation nous reçoit. Il porte une barbe noire touffue. *Son père est décédé : c'est en hommage*, déclare Nicu en présentant ses condoléances. Nicu expose son plan

et ses interrogations. *On touche 50 euros si on travaille personnellement notre terre maintenant. On a une prime qui varie selon le contrat si on loue et 100 euros si on vend*, répond le secrétaire.



Extrait du Moniteur officiel roumain présenté à Nicu, Loi 247 du 19/07/05, *Circulation juridique des terrains*, Maureni, avril 2007.

Le plan de Nicu est réalisable. Gigi lui confie un document : les lois relatives aux primes parues dans le moniteur. En revanche, deux jours plus tard, je constate que les terres olténiennes ne feront pas partie du legs destiné à terme à Alexandru. Les terres héritées des parents sont un patrimoine sentimental mais l'impossibilité de gérer et de travailler ces dernières en raison de la distance physique instaurée avec ces biens rend impossible son usufruit. Nicu a donc cédé les siennes, mais elles restent dans la famille. Emilia et ses deux sœurs cherchent à vendre car elles sont trop âgées pour cultiver. Qui plus est, le domicile était, sous le communisme, imposé en fonction du lieu de travail lui-même assigné. Les familles se sont alors « disloquées ». Leurs membres ont été disséminés sur le territoire roumain. Installées dans des régions éloignées, malgré le sentiment de lien familial et ancestral au bien hérité, il est impossible de montrer le respect qu'il réclame en le valorisant. La honte s'abat alors sur la famille incapable de tirer profit de ce dont elle dispose. C'est un autre aspect de la *malédiction* de la terre dont parlait si bien Marin. La conception d'un propriété morale, d'une propriété de celui qui travaille la terre outre le lien de sang s'énonce. La terre n'est pas une marchandise, elle n'appartient pas à son

possesseur mais au travailleur telle qu'elle fut conçue par la propagande post 45. Emilia reviendra bredouille de son séjour en Olténie. Elle était convoquée à la mairie de Balacita, son village d'origine par le notaire car un Français s'était rendu acquéreur de l'ensemble des terres de sa famille : ses 10 ha et ceux de ses sœurs. *Le Français donnait 35 millions l'hectare. Il a laissé un intermédiaire à la mairie pour s'occuper de ça. Cette personne a posé une affiche pour dire que le Français cherche à acheter des terres pour 30 millions. Moi je veux 35. Quand le Français est parti, à la mairie, ils ont enlevé l'affiche. Le maire a sonné pour dire que la terre serait vendue en 5 minutes. Il m'a dit que le Français n'offrait que 14 millions mais que si, lui, il en discutait, je pouvais espérer en obtenir 15. J'ai refusé de vendre à ce prix. Mon père a travaillé pour obtenir ces terres. Je ne les braderai jamais que j'ai répondu. En sortant, la secrétaire de la mairie m'a dit que si moi je parlais avec ce Français, j'obtiendrais le vrai prix : 30 ou 35 millions. Le maire voulait tout se mettre en poche. J'étais à l'école avec ce type. Il m'a même dit que pour cela il me ferait un bon prix.* Bianca conclut : *Ici c'est comme à la gare, tout le monde veut quelque chose.*

À la lumière de mon terrain, je m'inscris à la suite de S. Stan (2005) et B. von Hirshhausen (2008) selon lesquelles la restructuration des campagnes roumaines nécessite de considérer ses particularités : son environnement économique et social construit au fil du temps. Poser en remède et en référence le changement de la ruralité ouest européenne de la seconde moitié du XX^{ème} siècle n'est pas totalement adapté aux pratiques des Maurenici et plus largement de Roumanie malgré ses disparités régionales. J'ajouterai qu'habiter une *gospodarie*, être propriétaire de ses terres relève non seulement de la possession d'un bien mais principalement de l'être. La prospérité de l'agriculture banataise n'endigüe pas la pauvreté rurale : il n'y a toujours pas d'eau courante à Maurenî et rares sont les sanitaires installés dans les *gospodarii*. Les produits cultivés dans les *gospodarii* sont rarement l'objet de ventes. Ils assurent principalement la nourriture des animaux et des habitants. Les emplois dans les grandes entreprises et les multinationales sont insuffisants pour absorber le chômage villageois et sont peu accessibles au vu des moyens de transport à Maurenî. Nombre de villageois sont journaliers chez ceux qui se posent comme les successeurs du *gospodar* ou sont saisonniers chez les étrangers dont ils surveillent les champs. Je doute de l'efficacité de la diversification – spécialisation des ressources défendues par l'UE et relayée par les représentants du programme de développement rural venant à Maurenî. Les habitants sont déjà inscrits dans un système de débrouille fondé sur une pluriactivité que je présenterai au chapitre 9. La semi-autarcie permet de survivre tout en tenant ses « adeptes » partiellement éloignés de l'économie formelle. En 2000, V. Mihailescu mentionnait que, outre un apport de ressources, un désenclavement culturel des villages était important. On se souvient des propos de Mihai et de Bianca sur la pauvreté de l'offre culturelle à Maurenî. L'anthropologue roumain considérait comme priorité stratégique *the aim of development projects should primarily be the creation of local brands. In the absence of an agricultural model and of coherent national policy of agriculture, development projects in rural areas can only exploit local resources and zonal diversity. In this sense, the support of specialized production based on local*

resources and know-how, would have a double advantage : firstly, economic (market diversification and the loyalty of consumers) and secondly, social (greater community sentiment or local patriotism and thus greater community involvement). In the case of areas of large cereal production, the priority of local development should probably be the consolidation of the large agricultural associations rather than the usual investment in individual entrepreneurs or poor households. This action would be, in the short term, better support for small households and, in the long term, a possible transition to intensive and competitive agricultural practices (Mihailescu, 2000, p. 13). Les paysans de Maureni bien que bénéficiant de quelques subsides n'ont pas accès aux importants fonds investis dans l'agriculture roumaine qui sont principalement transférés vers les grandes exploitations et le secteur agro-alimentaire pour se mettre aux normes européennes. La *gospodarie* perdure tout en se transformant. Elle doit faire face aux pressions européennes ressenties comme menaces plus que solutions. Elle doit également s'adapter aux besoins de ses membres qui « évoluent » avec le temps. Dans le contexte de crise économique, financière et potentiellement alimentaire internationale qui s'est ouvert en 2008, l'agriculture roumaine pourrait se départir du modèle euro-occidentale et faire valoir son potentiel environnemental et social.

5.4 Construction de la localité à Maureni

5.4.1 Localité n'est pas « localisme »

À Maureni, les dénominations plurielles des lieux évoquent des relations différentes à l'espace : exploitation liée à un investissement pour l'agriculteur wallon, témoins de l'époque communiste pour les anciens camarades, colline vers laquelle des ouvriers vont aujourd'hui travailler pour les habitants récemment installés. L'espace se noue au temps et suggère la complexité des émotions liées à la mémoire et à l'identité. Il transporte les habitants dans des souvenirs et des lieux mais aussi des modèles leur permettant de « mesurer » le présent et d'envisager l'avenir. Une géographie émotionnelle, un espace signifiant, au sens symbolique du terme, se dégage. Appréhendable au travers de l'observation de changements matériels des lieux et des propos qu'ils sous-tendent, cette carte se superpose partiellement au finage actuel évocateur de l'univers identitaire baignant la *gospodarie* et ses habitants. *Les lieux de mémoire, ce sont d'abord des restes. La forme extrême où subsiste une conscience commémorative dans une histoire qui l'appelle, parce qu'elle l'ignore* (Nora, 1984, p. XXIV). Les lieux sont donc moins des espaces limités, encadrés par des frontières naturelles ou administratives que des espaces représentationnels émotionnels. En effet, si le terrain effectué et objet de la recherche s'inscrit dans le local, cette localisation ne se réduit pas au localisme. Selon A. Appadurai (2001), deux éléments inter-reliés - les médiascapes et la localité - sont centraux dans l'imaginaire sur lequel repose la dynamique

identitaire. Le monde local et territorialisé confronté aux flux migratoires, touristiques, médiatiques, culturels, financiers, ... se transforme, se *déterritorialise* (Deleuze, 1991). *La culture passe donc d'une sorte de substance locale et inerte à une forme assez volatile de différence. (...) La vie aujourd'hui est autant un acte de projection et d'imagination qu'une mise en œuvre de scénarios communs ou d'issues prévisibles* (Appadurai, 2001, p. 104). La localité est d'avantage à envisager comme relation et contexte que comme espace ou échelle. Il s'agit d'un ensemble de liens tissés entre un sentiment d'immédiateté sociale, les médias et la relativité des contextes. La localité concerne les valeurs partagées par les acteurs et les groupes, les formes sociales qu'ils expriment. Elle ne peut plus être envisagée comme une propriété intrinsèque de communautés homogènes et fermées car la fragmentation opérée par la modernité déconstruit cet univers restreint. Les délimitations spatiales, les territoires géographiques, historiques et culturels ne sont plus la référence unique de la construction identitaire. En plus de la rencontre avec l'altérité, il faut donc composer aujourd'hui avec la place croissante des modèles diffusés par les médias, les standards de vie véhiculés par la télévision offrant une représentation de la réalité américano-eurocentrée. Nous avons tous en tête ces images exotiques de l'ailleurs *touristifié* dont la construction est ou non conscientisée (la théorie du *seight seeing* l'a souligné). La part de rêve ou de cauchemar offerte et véhiculée par les différents organes médiatiques envahit les discours, les pratiques et les représentations des acteurs. *Le fantasme est désormais une pratique sociale : il entre, sous différentes formes, dans la fabrication de la vie sociale d'un grand nombre de personnes dans un grand nombre de sociétés* (Appadurai, 2001, p. 96). Naissent dès lors des discours nostalgiques d'un ancien univers plus ordonné, cohérent, signifiant. Un monde paradisiaque et authentique est projeté sur une actualité construite comme inauthentique (Friedman, 1998). Ou, à l'inverse, un enthousiasme débordant pour cette mise en contact du monde devenu village planétaire insiste sur des références associées à la modernité, au progrès ressenti comme accessible. L'actualité annoncerait alors le changement et la communauté. L'imagination suscitée par l'espace fait partie intégrante de la dynamique identitaire selon des modalités contextuelles. Le local pour A. Appadurai est une *qualité phénoménologique complexe*. Elle est de moins en moins tributaire des territoires, mais elle est liée à de multiples sphères publiques. Ceci engendre une interrogation sur le fondement du terrain anthropologique dans le local, comme indiqué dans le chapitre méthodologique. À Maureni, la construction et l'aménagement des *gospodarii*, l'organisation des voies de circulation, des champs, des potagers, des jardins et des prairies permettent de produire spatialement la localité. Ces techniques de localisation sont confrontées à d'autres techniques étrangères qui modifient l'espace marquant ainsi le changement positivement (progrès) ou négativement (non respect des traditions). Ce qui importe ici, c'est de questionner la mémoire des lieux et les modèles ontologiques suscités par le paysage dans lequel se meuvent les villageois et se dressent leurs *gospodarii*. En effet, parler de la *gospodarie* c'est parler d'un espace de résidence situé en zone rurale marquée par des changements successifs de mode d'occupation du sol tant dans l'exploitation que l'habitation, c'est parler d'un espace de vie changeant et demeurant. Investis d'émotions, ces lieux que sont le village, la terre de la *gospodarie* et l'Europe évoquent des souvenirs et des attentes divergents selon les habitants, ce qu'ils laissent voir et entendre.

5.4.2 Dichotomie des espace ruraux et urbains

La vie urbaine dont les jeunes, les migrants et la discothèques seraient les « agents infiltrant le village » est souvent opposée à la vie rurale. *Je ne pourrais pas vivre en ville* me dit souvent Bianca. *J'ai besoin d'espace, d'air, de la nature.* Pour Marinela, vivre au village c'est la liberté.

*On peut écouter la musique à fond. C'est pas comme dans les blocs. Tu peux avoir une maison alors qu'en ville c'est plus cher. C'est plus rentable de rester au village (...) chaque village a sa tradition et la modernité c'est la ville*²⁵².

*Le village est idéal pour les enfants. Ils y sont libres et se développent. Ils s'expriment comme ils veulent, vont librement et sans danger dans les rues, on ne doit pas leur dire sans cesse comme en ville « fuis d'ici » à cause des voitures, des machines, ... Ils sont libres*²⁵³.

La liberté est donc un argument soutenant deux discours contraires rappelant l'oscillation identitaire roumaine fondamentale : l'autonomie et la familiarité ou la licence et l'impunité. L'une serait le propre de la vie rurale l'autre de la vie citadine ; l'une en conformité avec les valeurs de la démocratie, l'autre avec les maux de la modernisation désacralisant l'espace dit protégé du village. Cette vie au grand air a des vertus non seulement morales mais aussi économiques. Pourtant elle est dénoncée par des candidats à la mobilité vers la ville ou l'Ouest.

*La vie au village est difficile sans emploi. Au lieu de rester à ne rien faire, tu peux cultiver et élever des poussins. Ici il n'y a pas de travail. La vie au village est différente de la vie en ville. En ville, tu trouves un lieu de travail, mais pas à la campagne. Je voudrais habiter en ville. C'est plus beau et il y a de l'emploi. Les rues sont propres, c'est plus civilisé, plus moderne que le village. Les conditions sont meilleures que chez nous*²⁵⁴.

Geta lors de son transfert à Maureni ne pensait qu'à une chose au début : *initialement je suis venue avec l'envie de repartir en ville.* À 49 ans, elle ne veut plus changer : *je me suis habituée et ai trouvé une collectivité avec laquelle je m'entends*²⁵⁵. Les enseignants, même s'ils disent aimer vivre au village, regrettent l'absence d'infrastructures et surtout de culture.

Il n'y a pas de cinéma, de bibliothèque, de théâtre. Il faut aller loin, en ville pour cela. Le niveau culturel baisse. Nous n'avons pas de matériel ni l'opportunité de faire autrement. Au village, il y a peu de possibilité pour la satisfaction professionnelle et spirituelle. Il n'y a ni théâtre, ni opéra, cinéma ou musée. Le niveau de culture est bas à Maureni. (...) La Révolution a produit un petit choc culturel et social, les idées de démocratie, la musique, la littérature, les mass-médias ont produit un choc après l'isolation culturelle et

²⁵² Marinela, mère au foyer, 18 ans, Maureni, 05/06.

²⁵³ Une bergère, environ 35 ans, Maureni, 05/06.

²⁵⁴ Mirabela, chômeuse, 22 ans, Maureni, 05/06.

²⁵⁵ Geta, docteure, 49 ans, Timisoara, 05/06.

*spirituelle. Il est difficile, pour les gens de Roumanie et de ce village d'adapter au quotidien les éléments importants face aux influences simplistes, celles de la façade, de la culture rap, techno, les hamburgers, les pizzas, la culture de masse et pas Kafka ou la littérature, pas quelque chose de profond. Ici les possibilités de l'éducation au niveau matériel et des ressources pour les enfants comme des cartes, des vidéos, une bibliothèque, des excursions sont limitées par le manque d'argent. Le problème est social et matériel*²⁵⁶.

La ville semble mieux armée et plus ouverte à la culture, la « bonne » culture occidentale face à la mauvaise compréhension des villageois sous-informés. Ce regard est à nuancer. Il est propre au village. En ville, tant les habitants originaires des cités que ceux venus des villages perçoivent la ville autrement. Il y règne également une *macdonaldisation* que Mihaï critique. Par ailleurs, l'accès à la culture a également changé avec l'avènement de l'économie de marché en Roumanie. La culture urbaine est donc pensée et construite positivement par les enseignants rencontrés à Maureni qui imputent une mécompréhension à la vulgarisation que feraient les villageois de cette culture.

*Le village me plaît, mais maintenant je veux partir de Maureni même si Maureni me plaît. Bien que le village soit beau, je veux me rapprocher de la ville où il y a plus d'opportunités pour les enfants, je dis maintenant*²⁵⁷.

Vu de la ville, le village est un monde séparé:

*Je n'aime pas la campagne pour ses rumeurs. Tout le monde sait tout sur tout le monde. Mon fils, Mihaï, a déjà cette mentalité. En plus quand, à Ramna, chez leur grand-mère, les enfants travaillaient pour aider les autres, personne ne les aidait quand ils en avaient besoin sauf contre de l'argent. Le travail est dur, je préférerais qu'ils vivent chez moi et aient un travail moins difficile*²⁵⁸.

Vivre à la campagne est pesant en raison du mode de vie que cela implique : les tâches agricoles, la vie en vase clos, le petit esprit et une forme de cupidité ne vont pas dans le sens de l'hospitalité et de l'entraide associées à la ruralité roumaine dans les représentations que s'en font les Occidentaux et les Roumains et que véhicule la figure du paysan roumain ainsi que précisé au troisième chapitre.

Cette relation village – ville et la double construction d'attraction et de rejet illustrée par ces témoignages rappelle l'opposition historique entre les tenants du mouvement hygiéniste du XIX^e siècle (Barbulescu, 2005) et les défenseurs de la vie bucolique faisant l'éloge du village. En effet, une dichotomie des espaces ruraux et urbains s'appuie sur deux visions contrastées de ces pôles. Si d'un côté, le village est synonyme de frein à la modernisation dont le modèle à suivre serait la ville ; de l'autre le village se fait le gardien de l'identité, l'emblème par excellence de la roumanité élevant le paysan au rang de fierté nationale éternelle. Corollairement, la ville adopte ainsi le visage de l'avenir et du progrès ou celui du démon anéantissant, polluant la civilisation rurale réifiée. À cette représentation

²⁵⁶ Mihaï, enseignant, 27 ans, Maureni, 11/02.

²⁵⁷ Lascu, enseignant, près de 30 ans, Maureni, 07/06.

²⁵⁸ D. Manolescu, enseignante, environ 50 ans, Resita, 28/10/02.

manichéenne du village s'ajoute la métaphore des deux Roumanie véhiculée en Occident. Héritée du Siècle des Lumières, cette image est empreinte des relents de la construction évolutionniste de la modernité. La description de la transition roumaine trace le portrait d'une Roumanie à deux visages. Le premier, urbain, ouvert aux influences extérieures et aux innovations se modernise. Le second, archaïque, rurale est engoncé dans le conservatisme d'une paysannerie peu éduquée. Ceci fait écho aux clichés occidentaux exposés précédemment par la brève analyse des discours touristiques et journalistiques²⁵⁹. Le « fossé » séparant les espaces citadin et rural combine à la fois atouts et inconvénients même si ces derniers sont tour à tour mobilisés selon le contexte d'énonciation de l'identité et les stratégies de positionnement face à l'altérité comme la suite de l'écrit le montre. Ce fossé incarné au village par la discothèque est également visible en ville.

Au terme de mon second séjour en 2006, dans le bus qui me mène de Maureni à Timisoara, sur 500 mètres, la fracture sociale et économique de la cité me saute aux yeux. Elle prend la forme de deux véhicules. D'un côté une rutilante *maybach*²⁶⁰ à peine lancée sur le marché sort, avec des plaques privées s'il vous plaît, du garage se voulant tout autant fastueux d'un concessionnaire. De l'autre, un *carucior*²⁶¹ est parké devant un panneau de bois clôturant un espace sous un pont où seul un matelas d'une personne peut tenir et dont l'occupant a marqué son territoire en lui attribuant un numéro de « maison ». Je me rappelle alors des sentiments contradictoires qui m'ont animées lors de mes différents séjours à Maureni. Peuplé de paysans s'affairant au champ ou dans leur potager, proches et respectueux de la nature, la vie semble s'y dérouler au rythme des saisons loin du stress des cités modernes. Par temps de pluie, la décrépitude l'emporte : champs en friches, ruines industrielles, papiers jonchant le sol jetés là par des habitants crasseux, impolis et frustrés dont la face patibulaire témoigne tant du manque d'hygiène et de confort que des mauvaises intentions qui les habiteraient. Cette vision binaire est non seulement dirigée par la météo mais aussi par mon acclimatation. L'ennui des premiers terrains hivernaux²⁶² laissa place à la torpeur presque exotique des canicules estivales.

Les traces indélébiles et inconscientes de la vision dichotomique de la Roumanie telle que construite par le regard occidental et du duel relatif au rôle de la campagne surgissaient tant dans mon regard que dans ce qui se donnait à saisir. Libéralisme versus conservatisme, modernité citadine versus

²⁵⁹ Voir le deuxième chapitre.

²⁶⁰ Limousine de la marque Mercedes-Benz créée pour concurrencer Rolls-Royce dans le secteur des voitures de luxe.

²⁶¹ Petit chariot que l'on tire à la main, c'est aussi le nom que l'on donne aux poussettes.

²⁶² Un extrait de mon journal de terrain illustre bien ceci: *Lévi-Strauss se plaignait des horaires de terrain qui débutaient avec le jour et se terminaient avec le sommeil du dernier indigène parfois à épier, de la difficulté de tout retenir, de l'indiscrétion dont il faut faire preuve. Ajoutés à cela l'ennui des journées qui glissent à la vitesse de l'escargot malade, l'agacement de cet essaim de mouches qui ne dorment jamais et ne cessent de renifler le cou, le front, les yeux et dont les bzzzz des ailes mêlés au pui-pui des poussins rythment les heures qui avancent sans que je n'aie fait un entretien.* Tiré du journal de terrain le 22/10/2003.

« espace mioritique »²⁶³, changement versus continuité se combinent et s'opposent en une perception des espaces supportant un processus d'identification oscillant entre Ouest et Est. La superposition de la ville à la modernité et à l'extériorité opposée au village traditionnel clos sur lui-même, qu'il soit bucolique et national ou archaïque et désuet, se rencontre également dans un rapport mémoriel à la terre villageoise que le paysage suggère et renforce. Ainsi, la visibilité du dualisme agraire vient renforcer cette vision binaire et ajoute au cœur de l'espace villageois cette opposition tout en lui superposant un contexte actualisé de relation à l'UE. L'opposition ne concerne plus uniquement l'espace urbain éloigné et son satellite qu'est la discothèque de Maureni mais la conception même du rapport à la campagne et à l'agriculture. Cet espace mémoriel de l'exploitation foncière au village dévoile un pan de la construction identitaire articulant les niveaux supranational, national, régional et local.

5.4.3 Polarisation des terres

La construction de la localité transparait dans le propos des acteurs se distinguant de la ville et dans l'espace habité actuellement par des villageois se remémorant le passé supporté par des traces virtuelles et matérielles. Ces supports matériels visibles dans le paysage sont mobilisés dans les souvenirs construits par les Maurenienii. Ils sont à la fois interprétés et intégrés dans leur histoire personnelle et leur construction identitaire et à la fois les marqueurs d'événements historiques. Ils supportent et véhiculent une histoire socio-économique réelle influençant les représentations et les gestes du présent.

Une coïncidence entre les espaces différenciés des terres (blocs ou lopins) et leurs modes distincts d'exploitation agricole a lieu dans la mémoire des habitants. La géographie est habitée, investie d'un affect reliant les Maurenienii au passé et à leur actualité européenne. Ce support paysager de la mémoire collective, cette *spatialisation des souvenirs* (von Hirschhausen, 2003, p. 53) participe également de la formulation des imaginaires mettant en scène le soi et le toi. Les terres sont des lieux porteurs de mémoire. Elles sont habitées par la mémoire et investies par elle, mais ne constituent pas encore des lieux de mémoire dans le sens de lieux consacrés à la mémoire. Leur fonction agricole les

²⁶³ Miorita : ballade populaire roumaine comptant de nombreuses versions. Il y est question d'une brebis nommée Miorita dialoguant avec un berger. Cette ballade de l'agnelle (*mioara*) occupe une place importante dans la culture roumaine. Elle serait représentative, pour divers auteurs, de la spiritualité du Roumain, de son attitude envers le destin, la mort et la nature. Elle exprimerait également, à contrario, la passivité et le pessimisme roumain. La plupart des interprétations de Miorita lient la ballade indirectement à l'initiation, ayant en vue que la mort et le mariage peuvent être conçus comme une initiation, comme une entrée dans un autre monde et l'acquisition d'un statut social différent (Ganeva, 2002). Pour Lucian Blaga, « l'espace mioritique » désigne l'essence de l'esprit roumain profondément marqué par l'idée de destin. Dans l'idée d'un déterminisme géographique marquant la culture et le mode de vie de son peuple, le philosophe caractérise l'espace carpato-ponto-danubien comme situé entre monde physique et métaphysique auquel l'ancestrale âme roumaine le rattacherait faisant ainsi lien avec la notion de pays de *dor* précédemment évoqué. L'espace mioritique serait un espace matriciel original évoqué avec nostalgie dans une vision daciste de l'identité nationale roumaine construite au carrefour des empires mais ayant un développement spirituel propre nourrit par la nécessité de survie. Voir chapitre 4 et Goga (2007).

écarte de cet usage à l'inverse de leur charge symbolique. Elles ne sont pas l'objet de commémoration mais le support de remémoration constructive (Goody, 1979). Aussi, le rapport au passé se construit non seulement dans la déclaration de son abolition, dans la rupture perceptible par les vestiges matériels, les ruines mais aussi par le maintien de ce passé en dépit de sa construction historique par le réinvestissement matériel et symbolique de lieux.

Pour H. Lefebvre (1974), l'espace est autre chose qu'une scène indifférente. *L'espace sert d'instrument à la pensée comme à l'action. Il est, en même temps qu'un moyen de production, un moyen de contrôle donc de domination et de puissance - mais il échappe partiellement, en tant que tel, à ceux qui s'en servent.* L'espace contient des rapports sociaux dont la « triplicité » du perçu, du conçu et du vécu, dégagée par l'auteur, rend compte. Cette « triplicité » comprend les *pratiques spatiales*, appropriation et consommation de l'espace surtout, les *représentations de l'espace* imposées par les savants, les artistes et autres planificateurs et les *espaces de représentations* vécus à travers les images et les symboles accompagnant l'espace. Ces images et symboles sont constitutifs de *l'espace dominé*. Ils s'associent en systèmes plus ou moins cohérents de signes non verbaux. C'est la fonction de certains *espaces de représentations* sur les pratiques sociales et foncières qui permettent d'éclairer les différentes logiques de penser l'espace et la propriété des héritiers du *gospodar* rencontrés et des investisseurs agricoles européens du Banat. N. Poulantzas (1978) a introduit le concept de *matrice spatiale*. Il décrit par là le processus d'invention d'un nouvel espace: *des formes nouvelles de rapports sociaux parviennent à se loger dans l'ancien cadre par des adaptations de détails.* C'est une combinaison de pratiques spatiales, de représentations d'espace et d'espaces de représentations afin de répondre, à un moment donné, et dans une trame spatiale particulière, aux déterminations de la production et de la reproduction de l'ordre spatial. Cinq étapes dans la construction de la relation espace foncier, mémoire et identité à Maureni peuvent être dégagées :

- A un premier degré : la pratique de l'espace du pourtour villageois, celui des terres, l'usage du maillage spatial se base sur l'ancienne distribution du parcellaire qui a constitué le support fixe d'enregistrement des propriétés dans les souvenirs des anciens habitants en dépit des transformations subies par l'espace sous le communisme (von Hirschhausen, 2004). Rares sont les cadastres en Roumanie. Les terres des uns ont été redistribuées aux autres souvent en faveur des mieux placés (anciens chefs ou les administrateurs qui se sont réservés les meilleures terres). De plus, les terres, comme les qualifie K Verdery, sont élastiques, leurs pourtours sont flexibles car les repères sont fixés dans le souvenir des anciens plus que sur le papier et que ces repères ont souvent disparu pour former de grands blocs de terre. Sans parler des adaptations de surface supportées par une influence pécuniaire ou symbolique sur les agents administratifs en faveur de tel ou tel propriétaire. Aussi, lors de la « redistribution », lorsque le souvenir des anciens conservés par la famille ou le vécu des membres de la coopérative ne se superposent pas, il y a litige dans l'attribution et les revendications du titre de propriété.

- A un deuxième degré, les représentations de l'espace nées du souvenir construit du finage se

combinent à la mémoire du mode de vie rural paysan traditionnel de l'entre-deux-guerres. L'espace est alors représenté. La redistribution des terres et la situation économique qui succède à la révolution de 89 réveillent et renforcent ce lien à une paysannerie mythifiée. Le communisme est considéré comme une parenthèse, est à oublier pour renouer avec le fil interrompu de l'histoire européenne de la Roumanie en revenant à la situation antérieure au « dérapage » socialiste soviétique. Le paysan est une figure mythique de l'âge d'or roumain revenant au premier plan d'un pays présenté comme libéré. Le paysan symbolise le retour à soi à son authenticité tout en étant économiquement une solution de survie indispensable dans le contexte roumain contemporain.

- A un troisième degré, celui de l'espace des représentations : retrouvant les lopins et le travail archaïques du *gospodar*, ses héritiers renouent également avec la distinction sociale fondée sur une éthique du travail et un lien à la terre : cultiver sa terre est un honneur et est signe d'indépendance caractéristique des gens de bien, des gens corrects (*om cumsecade*) comme on dit sur place. A l'inverse, les friches le travail sur les terres d'autrui, des étrangers grands propriétaires sont une honte, une dépendance signe de paresse, de laisser-aller, de mauvaise gestion. Des représentations de l'identité nationale faisant une équivalence entre roumanité et paysan depuis toujours, on passe à une application concrète locale par le vécu quotidien des habitants. En appliquant l'idéal paysan valorisé et indispensable à leur vie quotidienne, ils conjuguent à un espace supportant à la fois cette pratique, ses constructions mentales, ses représentations identitaires et idéologisées.

- A un quatrième degré, un rapport à l'UE s'instaure. La présence des investisseurs occidentaux amalgamés aux boyards engendre une transformation de la vision mythique de l'Occident civilisé et prospère construite durant la dictature. Elle se combine à la mise en exergue et à la valorisation du retour du paysan roumain sur la scène nationale ainsi qu'à une vision de l'étranger, de l'autre moderne pervertissant l'authenticité des campagnes roumaines. Les identités se reconstruisent en lien avec le territoire et la localité pensée comme lieu physique fixe et clos antagoniques de l'extérieur construit.

- A un cinquième et dernier degré, l'impossibilité de vivre de la terre et des produits de la *gospodarie* avec des moyens techniques et financiers restreints poussent les habitants à migrer. Nombres deviennent saisonniers à l'Ouest : cueilleurs de fraises à Wépion, maçon sur les chantiers de Barcelone, femme de chambre à Vienne²⁶⁴. Les liens établis avec l'Ouest engendrent une transformation de ce regard localisé : les biens et discours rapportés malgré une réalité enjolivée ont transformé les imaginaires locaux et les attentes. Couplés avec les flux médiatiques et les techniques disponibles sur le marché roumain, la figure mythique du *gospodar* se transforme. La localité se déterritorialise (Deleuze, 1991), elle n'est plus limitée, mais se construit en lien avec le global pour formuler un sens contemporain de la *gospodarie* qui met en scène cette multiplicité de références imaginaires et concrètes.

²⁶⁴ Je reviendrai, au chapitre 7, sur les distinctions des destinations et des processus migratoires.

5.4 La terre : avoir et/ou être

5.4.1 Espace et propriété, un avoir ?

A Maureni, la propriété s'inscrit dans une confrontation de deux logiques posées comme contradictoires: moderne capitaliste ou rural capitaliste, dans les termes d'E. Le Roy (in Le Bris, 1982, p. 125), des agriculteurs occidentaux ou des ingénieurs de l'ancien régime roumain et archaïque « communautaire » des héritiers du *gospodar*. Entre ces deux pôles, une variété de compromis existent de par la transition d'une économie de subsistance vers une économie de marché et les stratégies appliquées par certains cultivateurs pour glisser de l'une vers l'autre grâce à l'augmentation de leurs moyens de production (techniques ou terriens). Ces logiques engendrent deux matrices spatiales. Ces deux visions sont produites par un double mouvement d'intégration de l'agriculture capitaliste dans une structure locale et d'imposition de cette même agriculture internationale à un village. Dans un cas, une personne extérieure participant au modèle dominant s'impose sur place et exemplifie ce modèle vers lequel les villageois doivent tendre. Dans le second cas, des habitants doivent s'adapter pour « avancer », intégrer, chez eux, un autre mode de penser la propriété, l'espace, la production, l'économie, ... tout en se référant au passé composé de deux temps : la tradition de l'âge d'or du *gospodar* de l'Entre-deux-guerres et les exploitations agricoles mécanisées, collectivisées et industrialisées du communisme. Ceci rend compte de certaines contradictions entre les explications et les justifications du chef d'exploitation belge et des villageois. Mes interlocuteurs roumains, sujets involontaires de cette réflexion, utilisent à des degrés divers l'un et l'autre de ces deux systèmes dans le cadre de stratégies offensives ou défensives mettant en jeu, au-delà des intérêts matériels et familiaux, des politiques d'ascension sociale ou de maintien des hégémonies acquises. Le modèle rural capitaliste à l'instar de l'image que les villageois se font de l'Europe passe de modèle à suivre, d'antidote à une source de domination, d'exploitation et de barbarisation. Des nuances positives lui sont accordées si les villageois les plus aisés défendent leurs acquis, leurs statuts. Le négatif domine le discours pour l'ensemble des habitants lorsqu'ils se comparent à des propriétaires fonciers étrangers et plus riches. Les interlocuteurs estiment que cette installation d'étrangers est bonne pour eux car les terres sont cultivées et du travail est créé. D'un autre côté, Masaï souligne qu'il préférerait que les terres des étrangers lui appartiennent et ajoute *il ne faut pas que l'Etat vende la Roumanie*²⁶⁵. Il critique le rouleau compresseur du mode de production capitaliste en train de passer avec l'aide de l'Etat centraliste qui parallèlement vante les mérites du mode de production paysan. Sorte de slogan à deux vitesses selon les moyens dont les cultivateurs disposent ce qui, bien souvent, dépend de la nationalité. D'une part l'Etat roumain souhaite et favorise l'installation d'investisseurs étrangers en agitant le fanion de l'intégration

²⁶⁵ Masaï, ingénieur agronome, environ 45 ans, Maureni, 11/02.

européenne. D'autre part, rares sont les moyen octroyés aux villageois vivant de la terre qui ne peuvent investir que s'ils ont réussi à tirer leur épingle du jeu lors de l'abolition des IAS et CAP en s'arrangeant pour récupérer plus de matériel. Bien souvent ces villageois de Maureni sur la voie du capitalisme, possédant une exploitation de 15 à 50 ha, sont issus de « l'élite » locale et possèdent un diplôme. Les *tope*, stupides, comme les nomme Emilia, ne disposent d'aucun atout: désargenté, sans formation autre que leur expérience ni travail, ils subsistent grâce à de petits boulots, à la production issue de la *gospodarie* s'il s'inscrivent encore dans ce modèle et l'entraide des réseaux de solidarité locaux²⁶⁶.

Les propriétaires capitalistes (ou en passe de le devenir) sont animés par la logique du profit. Les plus aisés ont des sociétés de capitaux et ont une origine étrangère. Ces étrangers, ainsi que l'indique Christian, sont plus attachés, comme les Roumains, à leur terre, leur propriété d'origine, lieu de leurs racines et de leurs efforts. Hors de cette « possession », les terres n'ont pas la même signification. L'histoire personnelle, familiale y est à créer. Peu de liens sont actuellement tissés entre ces agriculteurs et leur terre du Banat. Ils conçoivent leur exploitation comme une source de revenu, une entreprise. Le patrimoine des paysans du village devient, du fait des étrangers présents, une tirelire dont les biens profitent à des personnes qui n'ont pas de liens historiques avec cette terre. Les petits propriétaires paysans vivent selon un modèle d'exploitation de la propriété foncière, revenu principal permettant à la famille de vivre en semi-autarcie. Pour concrétiser ou justifier leurs pratiques spatiales et leur occupation des terres, les cultivateurs se réfèrent à ces deux modèles. Les fonctions remplies par la propriété foncière sont déterminées par le dosage plus ou moins complexe des *espaces de représentations* issus de ces deux modèles face à une logique capitaliste qui tend à s'imposer et qui influe, par le droit des biens, sur les pratiques spatiales et les représentations de l'espace. L'ordre spatial du capitalisme compose, à Maureni, avec un ordre spatial antérieur à la révolution. La trame spatiale se mettant en place résulte de l'action organisatrice de l'homme à travers son mode de penser l'espace et reflète cette complexité. L'image principale est celle d'un territoire domestiqué laissant pourtant de plus en plus de terre à elles-mêmes en raison de l'absence de moyens techniques et financiers. Ainsi que B. von Hirschhausen (2004) l'a montré, le finage est une *spatialisation du souvenir*. À cet espace habité s'ajoute un niveau supplémentaire : le supranational tant dans les représentations formées de ce « lieu » que dans l'inscription, l'habitation de sa géographie par la mobilité. Le finage villageois porte en lui les traces de l'histoire rendue visible et de « répétition » de cette histoire en raison des conditions matérielles. L'espace est un héritage témoignant et rappelant le changement et la continuité et permettant d'interpréter, de donner sens au présent tout en considérant l'inédit. *Ce que secrète, dresse, établit, construit, décrète, entretient par l'artifice et par la volonté une collectivité fondamentalement entraînée dans sa transformation et son renouvellement. Valorisant par nature le neuf sur l'ancien, le jeune sur le vieux, l'avenir sur le passé* (Nora, 1984, p.

²⁶⁶ Le rapport de force qui s'établit entre ces modèles *gospodar* d'une part, et journalier (*tope*) d'autre part sont analysés aux chapitres 9 et 10. Les réseaux locaux ne sont pas ici à entendre comme limités à la localité car ils s'internationalisent.

XXIV). Le dualisme agraire et la bipolarité du sens projeté permettent aux habitants de déchiffrer ce qu'ils sont à la lumière de ce qu'ils ne sont plus et ne sont pas (ou pas encore).

Le rapport des représentations de l'espace habité et de la propriété peut s'expliquer, entre autre, en recourant à la notion de territoire. Au-delà du maillage étatique, régional, départemental, communal du territoire national, le village peut être conçu comme un terroir désarticulé et réarticulé au fil des avatars de l'histoire. Les anciennes terres étatisées et unifiées en une propriété commune au sein des IAS et CAP sont aujourd'hui redistribuées aux villageois selon le parcellaire de l'Entre-deux-guerres, selon le lieu d'habitation et les « services » rendus durant le communisme. Les terres étatiques et non réclamées ont été privatisées et sont vendues ou louées aux personnes disposant des fonds nécessaires pour s'en rendre acquéreur mais dont la société doit s'inscrire dans le droit roumain. Le changement de régime impose des modifications au territoire de Maureni ainsi qu'aux représentations des habitants non seulement de leur espace mais aussi de leur mode de vie, de la représentation de la propriété et de l'habiter (Appadurai, 2001). La propriété foncière, absente de la vie des villageois durant le régime socialiste, a actuellement une image de bien que l'on gère comme on l'entend, sur lequel l'état n'a pas droit de regard. C'est également un souci car si l'on souhaite récolter les fruits de cette propriété, il faut travailler. Il y a une responsabilisation des propriétaires face à leurs biens inexistante autrefois puisqu'ils étaient tous « propriétaires » et égaux mais personnes n'étaient responsable.

De l'échelle internationale (les anciennes nations satellites de la défunte URSS) au niveau local, les mêmes mécanismes de dislocation des espaces s'expriment dans le parcellaire dont le modèle serait actuellement celui que décrit J-M. Leroux: *un espace repéré mais éclaté, fait de parcelles spécialisées, reliées entre elles par des couloirs de communication* (cité par Gonnard, 1943, p. 39). Cependant, l'espace n'est pas totalement banalisé. Il reste des points d'accrochage où le regard peut associer un lieu à un événement ou un individu comme en attestent les propos d'Emilia à l'entame de cette partie. Si l'espace ne dit pas tout, sa transformation ne le rend pas muet, pour ceux qui peuvent ou veulent accéder à ce savoir, ce qui est le cas de la majorité des autochtones qu'ils soient exploitants, ouvriers, pensionnés ou chômeurs, jeunes ou vieux, propriétaires ou non. Ainsi, la nouvelle répartition des terres en petites parcelles de 1 à 3 ha dont dispose la plupart des foyers de Maureni est un « retour » aux formes anciennes. La liberté et la propriété recouvrées, la possibilité de bénéficier des fruits de son labeur sont inscrits dans l'espace et sont signifiants tout autant pour les propriétaires que les villageois sans terre. Cependant, pour les villageois les plus anciens, le retour de l'agriculture telle qu'elle était conçue avant la guerre est souvent associé à la dépendance à l'égard des grands propriétaires terriens qu'incarnent actuellement les étrangers, ces nouveaux boyards. Les ingénieurs, les agronomes actuels et pensionnés tels Nicu, Masaï ou Mircea et Nico estiment que la mise en exploitation de la terre sur un mode individuel et

autocentré est souvent délégitimée, non par sa pesanteur historique et sociale, mais par son anachronisme technique et son inadaptation aux besoins agroalimentaires d'un Etat moderne.

Une autre image est également liée aux traces décelables dans l'espace villageois. La vie et la dislocation des CAP et IAS demeurent dans les mémoires. Si le seul témoin de la révolution de 89 est la tombe de marbre déplacée déjà évoquée, les anciens bâtiments et les surfaces exploitées par les entreprises agricoles d'état abondent. L'installation des étrangers en leur sein redonne vie à ces espaces chargés de l'histoire locale et nationale. Les habitants sont curieux et critiques face à ces réaffectations. Les visites nocturnes dans les champs, les prétextes pour se rendre à l'atelier de Christian, à la ferme 4, ... se multiplient. En effet, le modèle de la grande exploitation étatique reste un idéal pour les élites techniques mais aussi pour nombre de villageois. Par leur dimension, leur niveau d'équipement, la qualité de leurs ingénieurs, ces entreprises sont, aux yeux des interlocuteurs, associées à l'image de la modernité, en opposition aux archaïsmes du *gospodar*. Les savoirs, savoir-faire et les productions de l'époque sont objets de fierté. Mais cette représentation mentale ignore bien souvent les exigences économiques de rentabilité. Les villageois confrontent cette image de la modernité socialiste avec la modernité capitaliste incarnée par Christian ou la route départementale bitumée traversant Maureni. Ils ne saisissent pas ou critiquent le fonctionnement différent du Belge qui ne recourt pas à leurs connaissances et ne correspond pas à leur schéma porté à crédit du régime socialiste. Le chômage, les faillites, la réduction des activités sont plutôt attribués, avec regrets, aux effets d'un désordre économique et social national, qu'aux conséquences du nécessaire et radical changement de la logique de gestion. La puissance symbolique des IAS et CAP est ambiguë. La radicalisation, jusqu'aux limites de l'absurde de leur fonctionnement, au cours des 15 dernières années du régime de Ceausescu n'a pas totalement discrédité le principe même d'une agriculture collective. Tantôt rejeté pour la violence exercée sur le travail, tantôt reconnu pour le progrès technique introduit, le système coopératif conserve une image liée à la réalité des pratiques. Ces dernières ont façonné des rapports à la terre et à son travail qui s'avèrent fort peu adaptés aux nouveaux défis productifs et économiques lancés par la décollectivisation.

Mis à part l'existence des deux logiques, l'une moderne rurale et l'autre paysanne archaïque, les Maurenienii sont tiraillés entre deux modèles historiques. Leur matrice spatiale ancienne fait place peu à peu à la vision occidentale mais est contrebalancée par la logique historique de la petite propriété indépendante et autocentrée. Le schéma de l'engagement total sur quelques arpents se confronte à la fragmentation des tâches, la déresponsabilisation et la déterritorialisation du travail tel que conçu par le régime socialiste. Cet ensemble de trois matrices spatiales compose une image particulière de l'espace foncier, de la propriété et de l'habiter. La reconstitution de la propriété antérieure à la collectivisation, les fréquentes références à la Roumanie d'alors donnent aux plus anciens et aux ouvriers ou aux chômeurs le sentiment de reprendre en main leur patrimoine et de

renouer le fil rompu de leur histoire. Cependant, elles ne peuvent effacer trois décennies de bouleversements techniques, économiques, sociaux et psychologiques. Pourtant, en restituant la terre et en rendant leur autonomie de décision aux propriétaires et aux villageois, la loi foncière redonne sens à la durée, réinscrit les choix dans la perspective d'un projet. Elle exige des nouveaux propriétaires la reconstruction de rapports à la terre et au travail, à l'investissement et à l'échange. Dans cette reconstruction mentale quel rôle les modèles capitalistes et locaux vont-ils endosser? Comment ces schémas vont-ils façonner les comportements? Comment l'avoir de la propriété va-t-il influencer l'être des habitants?

5.4.2 Terre, identité et ruralité

Il existe un lien étroit entre l'appartenance ethnique, les dimensions territoriales et propriétaires. Il engendre et spécifie la place des étrangers ainsi que l'importance de la justification morale du travail d'une part et de la possession de la terre d'autre part. Comme le propose Giordano (2002, pp. 45-66), la territorialité est à penser comme un élément essentiel de l'ethnicité d'un groupe. A côté des arguments linguistiques, religieux ou historiques régulièrement mis en avant, l'appartenance à une terre, son occupation, sa propriété sont des critères significatifs de la fabrication collective de l'ethnicité, de l'appartenance à une culture²⁶⁷. La construction de l'identité rurale roumaine est inséparable de cette orientation territoriale même après la collectivisation du régime antérieur et la Révolution de 1989. La compréhension du sentiment d'appartenance à la terre permet d'éclairer l'importance de la possession de la terre pour les villageois.

Les idées de territorialité et d'ethnicité ne sont pas sans rapport avec certaines représentations culturelles de la ruralité faisant naître un lien étroit entre terre et territoire. L. Krader a montré que la ruralité, telle que conçue au sein des pays d'Europe centrale et orientale, a été la composante permettant, plus que nulle part ailleurs, de structurer la société. *In Eastern Europe, the peasant preponderates in the life of society and imposes a stamp on all facets of national life; the entire society is peasant in character, with its component peasant communities. In Western Europe the peasant lives in small communities, enclaved in a larger society, whose fundamental impress is urban and industrial* (1960, p. 77). Il est à noter que l'influence des styles de vie et système de valeurs ruraux ne concerne pas seulement la dimension structurale des sociétés comme le montre L. Krader. La Roumanie est un pays rural et, pour une grande part, paysan non seulement parce que le secteur agricole y est toujours vivace mais aussi parce que le poids de la ruralité se concentre principalement dans la sphère intellectuelle du symbolique, de l'imaginaire et de l'idéologie (Karnouh, 1990). L'industrialisation forcée et l'urbanisation accélérée imposées par les autorités communistes ont

²⁶⁷ L'occupation du territoire et sa possession, même non effectives, non acquises, demeure, dans les discours, un argument de poids pour expliciter son ethnicité, son identité. Les Juifs n'avaient-ils pas comme devise durant la seconde guerre « tous à Jérusalem » ?

redimensionné voire même parfois détruit les communautés villageoises et leur culture. Pourtant, la ruralité joue toujours un rôle important dans la structure de la société grâce à l'image construite par les élites successives de l'Etat cherchant à légitimer l'existence de l'identité nationale. Plus encore qu'une ruralité vécue par les paysans, c'est la ruralité pensée qui oriente la justification de leur attachement foncier et de leur rôle. Des politiciens, des intellectuels développent une idéologie rustique fondée sur la mythisation et la présentation idyllique de tout ce qui a trait à la terre afin de revitaliser la ruralité. Ainsi, l'idéal de la *gospodarie* et l'exemplarité du village comme organisation sociale sont une constante séculaire de la culture nationale roumaine. L'académicien roumain L. Blaga écrivait en 1936 son *Eloge du village* dans laquelle il soulignait les grandes qualités du style de vie campagnard²⁶⁸. Des bribes de ce poème sont encore apprises par les écoliers. L'exaltation de la vie champêtre se perçoit également dans nombre de clips vidéo dont les acteurs sont parés de costumes traditionnels modernisés (plus courts et plus moulants) et se meuvent dans des champs, granges et autres potagers²⁶⁹. Même les plus grandes multinationales implantées au lendemain de la révolution reprennent, à leur compte, cette référence omniprésente à la vie rurale. Ainsi, la firme *coca-cola* figure une moissonneuse sur les étiquettes de ses célèbres bouteilles et signale qu'il s'agit de la récolte de premier choix.



Étiquette recueillie sur une bouteille de soda. On y voit l'utilisation de la thématique agricole : moissonneuse, récolte de premier choix, Maureni, novembre 2002.

Ceci n'est pas une fin en soi car l'identité nationale roumaine s'est presque toujours construite autour de l'image mystique et sacralisée du *gospodar*, du village et de la terre. Parallèlement aux tentatives de modernisation, d'eupéanisation, on peut constater un recours aux représentations et aux comportements mettant en scène les vertus collectives et les capacités remarquables du peuple roumain. Selon W. Mühlmann cité par C. Giordano (2002), cet usage serait fondé sur le désir et la volonté de manifester et de traduire publiquement le sentiment d'être quelqu'un peut-être même supérieur à ses voisins. L'actuelle mobilisation d'arguments à valeur ethnique, l'appartenance à une terre, le droit de la posséder et de la travailler trouve ses racines au sein de l'histoire roumaine. Cette approche du passé et des divers usages faits de la paysannerie et de son iconographie permet de saisir le lien, mis en avant par les villageois, à leur territoire comme justification de leur critique de la présence étrangère et l'investissement de sens de la *gospodarie* et de l'héritage de l'identité *gospodar* à Maureni.

²⁶⁸ Le philosophe y explique que le village roumain joue le rôle d'axis mundi, figure reprise à M. Eliade, et doit être pris en tant que tel sans juger le paysan ethnocentrique. Le monde serait, pour l'auteur, structuré par les villageois à partir du village. Les qualités concernent donc moins la qualité de vie que la symbolique du village.

²⁶⁹ Ceci est à rapprocher de la fabrique des traditions abordée au chapitre 8.

5.6 Géographie émotionnelle et mémorielle

5.6.1 Caméléon en campagne

La philosophie sur laquelle reposait le territoire et la propriété d'hier se modifient actuellement à Maureni. Ces changements influent également sur l'identité des acteurs villageois alors que Christian donne l'impression de ne pas modifier ses représentations des autochtones. Si l'identité est liée à la construction individuelle de la personne, ou au jeu des relations avec l'Autre, elle reste une notion évasive. Le territoire et la propriété servent de support aux sentiments d'identité selon des modalités variables. La transition vers la postmodernité, comme l'appellerait M. Augé, remet en cause les ressorts identitaires traditionnels, ce qui se traduit notamment par une recherche d'identification aux objets ou aux paysages eux-mêmes en évolution. Le territoire apparaît comme essentiel: offrant à ceux qui l'habitent des conditions d'intercommunication facile et des repères symboliques forts, il constitue une catégorie fondamentale de l'espace vécu. Des hiérarchies existent: l'on dit « nous » pour la Nation, le quartier, le judet, le village, le groupe ou la maisonnée selon le contexte dans lequel on se trouve en se confrontant au « eux » incarné par L'Occident, l'Europe, les étrangers de l'Ouest, de l'Est et de l'intérieur, le pouvoir qui remettent en question le mode de vie actuel et passé sans proposer de solution effective aux yeux des habitants de Maureni.

L'espace villageois et le mode de vie qu'il soutend de par son exploitation, qu'ils soient perçus ou vécus comme source et continuité identitaire, comme frein à la modernité ou inadaptation technologique, sont mobilisés pour se dire. D'un côté, la prétention et le désir d'obtenir un confort accru imputé au mode de vie occidental engendre un discours inclusif du village et de la société roumaine dans l'UE. La volonté de participer à sa « modernité » construite sur base d'indices observés en interne ou dans cet ailleurs, mais aussi imaginés est rapidement confrontée à l'élargissement des facteurs du changements. « Moderniser », ce n'est pas seulement obtenir un niveau de vie plus élevé. Le mode de vie se transforme. Il s'adapte. Par ailleurs, le constat de cette adaptation plus qu'une « facile » adoption unilatérale d'un modèle transplanté accentue le constat du difficile « redémarrage » roumain. La mise en exergue de la valeur inhérente à la civilisation, à la culture roumaine se fait de plus en plus claire. Pour se mettre à distance d'une partie des changements associés à « l'eupéanisation », les particularités identitaires rurales et paysanne sont mobilisées. Le changement doit tenir compte des spécificités des nouveaux adhérents à l'Union. Aussi, ces étapes de la construction de la roumanité tantôt associée à l'Ouest latin tantôt réancrée dans les Balkans et l'autochtonie ne se succèdent-elles pas. Elles s'imbriquent en une vision, décrite ci-dessus, de la vie au village dans un espace globalisé. Dès lors, l'oscillation du pendule identitaire dépasse une construction contrastée du soi fondée sur une opposition figée. Les marqueurs identitaires fluctuent (Barthe, 1995).

Il ne s'agit pas de se placer d'un côté ou de l'autre de la fraction identitaire mise à jour. Il s'agit, selon le contexte, le discours tenu et l'identité construite et reconnue (Dubar, 1991) de jongler avec ces deux pans de la fraction mais aussi les deux faces des ses composantes. Les Maurenien changent de couleurs, tels des caméléons (Nicolau, 1993) pour se fondre dans le contexte selon ce qu'ils en attendent, ce qu'ils étaient, sont et deviennent. L'espace abstrait du territoire imaginé associant le local et le global combiné à l'espace concret du paysage villageois influent sur les représentations identitaires du soi roumain à Maurenî. Cette combinaison fait apparaître un mode de fonctionnement particulier du « positionnement » multiforme du caméléon qu'I. Nicolau avait dévoilé pour les Aroumains de Grèce. Serait-ce un trait national ou balkanique ? Il s'agirait de s'immerger dans d'autres communautés orientales européennes pour le déterminer. Cependant, la mise à jour des étapes de construction de l'imaginaire européen par P. Michel suggère le partage de cette adaptabilité par les pays de l'ancien bloc communiste. Cet auteur (2003) a dégagé quatre phases de construction de l'altérité européenne et du discours identitaire bulgare qui sont en quelques points semblables au constat dressé à Maurenî. Une période (1990-1993) où tout est pensé comme possible a cédé le pas à une première différenciation sociale (1994-1996). Ensuite une époque où les possibilités sont réservées aux proches du pouvoir (1997-2001) s'est transformée, dès 2001, en une vision de forte restriction de la capacité de changement du quidam. Aussi, les éléments de l'identité roumaine exsudant des représentations de soi et de l'autre dépassent-ils probablement les frontières villageoises, banataises ou roumaines. Ils pourraient s'inscrire dans un processus élargi à l'ensemble de l'Europe de l'Est qui, après 1989, a en commun cet effondrement du bloc soviétique, de ses valeurs et de ses normes, la nécessité de traverser la « transition » et de se (re)construire en relation avec l'Occident et le passé. Les réorganisations du temps, de la mémoire, de l'espace, du soi, des imaginaires peuvent être traversés par les lignes communes d'une « évolution » partagée. Au-delà des histoires nationales particulières, les regards portés sur l'Europe par ses nouveaux adhérents peuvent croiser les processus et discours ici présentés²⁷⁰. Le caméléonisme du villageois barbare *gospodar* européen serait un savoir local, non pas localisé, mais inscrit dans la construction de la localité au sens d'A. Appadurai (2001).

5.6.2 L'histoire habitée

Actuellement, ainsi que l'a montré B. von Hirschhausen (2003), l'articulation entre finage et mémoires dans les villages s'appuie sur une distinction entre les champs extérieurs au village et les jardins des *gospodarii*, *l'extra* et *l'intravilan*. D'un côté, de grandes surfaces héritées des IAS sont associées à une agriculture moderne. Elles appartenaient autrefois principalement aux familles souabes du village faisant ainsi se côtoyer des domaines plus larges et des parcelles étroites. Ce sont les terres du pourtour villageois dont il est ici question. En effet, ce sont elles qui étaient et sont l'objet d'une

²⁷⁰ Des comparaisons seraient intéressantes à formuler en menant une recherche comparée des identités villageoises et paysannes dans divers pays de l'ex bloc de l'est occupant des places diverses face à l'UE.

agriculture modernisée ou archaïque, qui sont le lieu de la confrontation aux Occidentaux et le support visible de souvenirs collectifs, symbole du changement de régime. Les jardins, espace à part entière de la maison, sont l'objet du chapitre suivant.

Les terres de Maureni étaient, à l'entame du terrain, majoritairement travaillées par les étrangers : autrichien, italiens et belges qui ont établi leurs exploitations sur les anciennes entreprises agricoles communistes d'état à l'instar de Christian. À ces « blocs » fonciers, s'entremêlent des lopins appartenant ou loués aux villageois, travaillés ou en friche. En dépit de la collectivisation souvent présentée comme ayant pulvérisé les cadres de références du paysan de l'entre-deux-guerres et son sentiment identitaire à travers sa propriété, en raison de la présence des étrangers européens ou roumains au village, les surfaces agricoles sont le support d'une mise en scène de soi et de l'avenir du *gospodar*. Si peu d'archives sont conservées dans les familles, des plans, des documents mais aussi des tissus, des photos et divers biens tels des couvertures et des manteaux témoignent de la société dite traditionnelle, du passé et de la construction mémorielle et identitaire qui en est faite. Les souvenirs remontent rarement au-delà des parents les plus âgés et sont flous. À côté de ces traces, le paysage est empreint de marques interprétées actuellement pour donner sens au vécu d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Le paysage de Maureni est porteur et investi de deux fonctions. Il porte en lui les traces d'une histoire mouvementée en cette région de carrefour des Empires. Ces traces sont interprétées par les actuels villageois et intégrées dans leur discours identitaire. À l'origine, le Banat, comme la Transylvanie voisine, était peuplé de paysans asservis et/ou menant une vie communautaire dont les bases hypothétiques ont été jetées par H.H. Stahl. À leurs côtés, des boyards hongrois, des nobles saxons ou sicules détenaient l'autorité et la richesse sans que ceci n'établisse la pré-éminence de la présence d'une de ces ethnies sur ce territoire. Dans un mouvement de relation à la couronne impériale viennoise puis hongroise, cette population paysanne roumaine aspire à la reconnaissance. À cette fin, une geste nationaliste dont le héros est le paysan prend forme. Les avatars de ce *gospodar* changent au pro rata du contexte. Il endosse ainsi l'apparence d'un noble aux origines de haute extraction le reliant à des ancêtres romains. Il devient ensuite un citoyen dont la maturité économique et politique atteste de la nécessité d'une équivalence de statut avec les autres *Natio*, de pouvoir accéder aux postes influents et de se hisser dans la hiérarchie sociale. Les intentions sont donc plus revendicatives que la simple reconnaissance appelée des vœux des défenseurs et des créateurs de la roumanité. Le grand nombre et les riches particularités de son mode de vie élaboré sont mis en exergue. Si le servage est aboli, il faudra attendre la période de l'Entre-deux-guerres pour voir se former l'Etat roumain sous sa forme territoriale maximale : la Grande Roumanie considérée comme l'âge d'or du pays. En effet à cette ère de prospérité succède le communisme. Au moment de son effondrement, celui-ci sera associé à une parenthèse de l'histoire dans laquelle les Roumains, sous

pression soviétique, se sont fourvoyés. Un retour à l'âge d'or afin de renouer le fil interrompu de l'histoire roumaine est alors proclamé. Le retour de la propriété sous forme de petite parcelle exploitée en unité domestique au cœur de la *gospodarie* renvoie au monde et au mode d'exploitation du *gospodar* de cette époque où l'autonomie par le travail était une valeur fondamentale. Une remise au goût du jour du *gospodar* a donc lieu dès 89. Cependant, la rupture avec la période collectiviste du paysan devenu ouvrier en dépit de son exaltation nationaliste par Ceaurescu n'est pas totale. La *gospodarie* héritée de l'Entre-deux-guerres évolue en une *gospodarie mixte diffuse*. Cette transformation, outre le changement de contexte général, contredit le discours de la thèse continuiste du roumain *gospodar*. Le retour du *gospodar* n'est pas une reproduction mais doit tenir compte de l'évolution de la maisnie. Des traces du passé pré-communiste et du communisme se nouent ensemble. Elle subit un nouveau changement en cette période de « transition » afin d'intégrer le marché capitaliste. Débarrassés du collectivisme, leur propriété recouvrée au moins partiellement, les villageois n'ont souvent d'autres moyens que de travailler leur terre pour survivre. Le contexte socio-économique défavorable, l'absence d'emploi, la destruction des entreprises communistes poussent les Maurenieni à renouer avec les pratiques de leurs parents ou grands-parents. Cependant, ce retour n'est pas toujours perçu comme une avancée. L'ouverture des frontières puis du marché roumain à l'extérieur et l'installation d'investisseurs occidentaux dans les localités soulignent avec acuité le décalage de confort entre Est et Ouest. Entre la volonté de développer une agriculture compétitive réclamée par la PAC, les regrets d'un monde où chacun avait un emploi, où les différences sociales étaient réduites et où l'agriculture ne se faisait pas à la main, l'enthousiasme pour un futur européen annonciateur de mieux être, un revival d'une paysannerie présentée comme particularisme, fierté et emblème national, les Maurenieni se construisent un présent. Entre réalité et virtualité, entre un avenir incertain et des passés pas toujours révolus, les villageois se fabriquent au quotidien dans leur campagne. La terre y est omniprésente et est un marqueur identitaire ambivalent. Malédiction et refuge, elle incarne le passé et l'avenir, l'identité et l'altérité. Exploitée au sein de la *gospodarie*, elle peut être un frein à la modernisation et un moyen de (sur)vivre en autonomie et conjonction avec les valeurs nationales. Exploitée dans une entreprise, elle signe la dépendance d'un seigneur féodal, étatique ou européen, mais elle s'inscrit aussi dans une démarche de progrès, d'industrialisation et d'émancipation.

Dans les sociétés paysannes préindustrielles, comme dans le monde « premier » des chasseurs-cueilleurs, le territoire ne se définit pas par un principe matériel d'appropriation, mais par un principe culturel d'identification ou, si l'on préfère, d'appartenance. Ce principe explique l'intensité de la relation au territoire. Il ne peut être perçu seulement comme une possession ou comme une entité extérieure à la société qui l'habite. *C'est une parcelle d'identité, source d'une relation d'essence affective, voire amoureuse à l'espace. On appartient à un territoire, on ne le possède pas, on le garde, on l'habite, on s'en imprègne* (Bonnemaison, 1996, p. 8). Les vivants ne sont d'ailleurs pas les seuls à occuper le territoire, la présence des morts le marque à tout jamais du signe du sacré. En bref, le territoire ne ressortit pas simplement à

la fonction de l'*avoir*, mais de l'*être*. Les géosymboles donnent sens au rapport au monde. Ce principe explique l'intensité de la relation à la terre. Le territoire est un constructeur d'identité efficace. Cependant il faut se garder de toute interprétation culturaliste : les Maurenien ne sont pas viscéralement *gospodar* ou villageois mais ont hérité de certains traits, d'un matériel précontraint (Lévi-Strauss, 1962). Par ailleurs, l'idée selon laquelle le territoire est une réalité d'abord culturelle ne signifie pas, pour autant, qu'il n'y ait pas de fonction « objective » assumée par les territoires, mais qu'elle varie selon les époques, les systèmes d'organisation politique et ses formes géographiques. Les espaces inspirant la nostalgie sont un signe de reconnaissance et d'appartenance du groupe formé par certains villageois de Maurenien s'autodécrétant *gospodar* sans jamais l'affirmer mais reconnus comme tel. Dans un monde qui tend à réduire les particularismes en faveur de l'affirmation d'individus prétendument égaux et identiques, habiter une localité ne signifie pas s'écarter de la globalité mais investir de sens un lieu réel tout autant qu'imaginaire permettant de se construire, de donner sens au parcours fait et à faire. C. Karnoouh explicite le lien tissé entre local et global : *les vides entre les mailles du premier permettent au second de fonctionner ou mieux, de poursuivre son antériorité historique*. Ils forment alors deux systèmes parallèles qui, selon leur propre dynamique, se rencontrent ou s'ignorent (Karnoouh, 1980, p. 184).

Au-delà de la conception d'une région appartenant à une nation, d'une maille spatiale d'un carroyage politico-administratif, le territoire est d'abord une valeur. C'est l'oekoumène au sens que lui donne A. Berque (1996, p.13) pour qui la relation de l'humanité à l'étendue terrestre est *par nature quelque chose d'éthique*. Si ce rapport s'exprime par un marquage plus ou moins intense de l'espace, il transcende la seule « possession » matérielle d'une portion de la surface terrestre. La puissance du lien territorial révèle que l'espace est investi de valeurs non seulement matérielles mais aussi éthiques, spirituelles, symboliques et affectives. *L'espace géographique est ici à la fois empreinte et matrice : empreinte des structures agraires et des systèmes de peuplement qui ont verrouillé les régions agricoles sur des trajectoires très spécifiques, matrices des avènements possibles* (von Hirshhausen, 2008, p. 302). Le territoire culturel précède le territoire politique et, à plus forte raison, il précède l'espace économique. Le territoire et le paysage sont ainsi le support d'une géographie émotionnelle. Le territoire, défini comme une forme d'enracinement et d'attachement aux lieux, n'est d'ailleurs pas un attribut exclusif des sociétés enracinées et sédentaires. Il est, tout autant, au cœur des représentations que les peuples mobiles ont de leur espace.

La force qui sourd des lieux par le sens qu'y projettent les Maurenien tout autant que par celui qui les habite aux yeux de ses occupants est symbolique. Les souvenirs habitant l'espace villageois le sacraliseraient tandis que l'actualité le banaliserait. Son poids semble s'amenuiser ou se renforcer dans les affirmations identitaires villageoises actuelles. La charge mémorielle et la légèreté d'une histoire « à oublier » (mais est-elle oubliable?) en faveur de la marche vers le progrès s'affrontent et se nouent. *Aucune table rase n'est jamais observée. Des figures déjà existantes dans le passé se trouvent dans tous les cas distordues, mêlées à d'autres et réorganisées en un dessin original. Pour comprendre le fonctionnement du kaléidoscope*

identitaire constitué, il est indispensable de garder en mémoire les figures dessinées à l'origine. (Roger, 2003, p. 253). Rupture et continuité se mélangent : *la conscience de la rupture avec le passé se confond avec le sentiment d'une mémoire déchirée ; mais où le déchirement réveille encore assez de mémoire pour que puisse se poser le problème de son incarnation. Le sentiment de la continuité devient résiduel à des lieux* (Nora, 1984, XVII). La mémoire n'étant plus *spontanément actualisatrice, une mémoire sans passé qui reconduit éternellement l'héritage* (Nora, 1984, p. XVIII). Entre éternel présent de la mémoire et représentation construite du changement, le provisoire se maintient.

La terre est une matrice de continuité face aux changements que la rupture soit associée au communisme ou à la Révolution, elle est en lien avec quatre temporalités : le retour des parcelles individuelles de l'Entre-deux guerres, le maintien des grands ensembles autrefois seigneuriaux puis collectivisés et enfin reprivatisés souvent aux mains d'étrangers. Cette détention engendre un sentiment de frustration vécu sur le mode de la colonisation et du rejet, de la « dépossession » non pas tant d'une propriété mais d'un savoir-faire que le maintien des jardins et des *gospodarii* permet d'exprimer au quotidien (sans qu'il s'agisse d'une reproduction totale). La *gospodarie* est ainsi un berceau de conservation (virant parfois au conservatisme). Le patrimonialisme se diffusant, la *gospodarie* devient un conservatoire. Le basculement de régime et le bouleversement de l'agriculture constituant à la fois un retour en arrière et une (pour)suite fait apparaître la paysannerie comme archaïque en restituant une image nostalgique de l'âge d'or et du maintien malgré la pression communiste : fierté d'un passé idéalisé et stabilité d'un refuge. L'isolement de la Roumanie – et du bloc de l'Est – l'a conduite à la déstabilisation et au retard technologique et économique actuel. Etant habitués à considérer l'Etat national et son territoire comme une réalité quasi-naturelle, les villageois se sentent déstabilisés face à une évolution qui montre que *l'association entre souveraineté et territoire, et le monopole d'allégeances que comporte le modèle nationale du territoire et de la paysannerie* (Bonnemaison, 1996, p. 17), ne sont pas à l'abri des forces de transformation que les investisseurs occidentaux apportent chez eux. *Si certaines fonctions, qui étaient considérées comme essentielles pour le concept du territoire, sont en train de perdre une grande partie de leur importance, le territoire reste une préoccupation fondamentale de la politique contemporaine. C'est la nature du concept qui change; des principes nouveaux dirigent maintenant l'organisation du territoire* (Gottman, 1966, p. 36). Bien que les plus jeunes et l'élite villageoise soient ouverts à ces transformations annonciatrices d'un avenir meilleur, elles entrent tout de même en conflit avec leurs représentations passées, du territoire soutenues par le paysage. Une adaptation pratique et mentale doit avoir lieu. C'est probablement cette nécessaire modification des comportements que Nicu, comme d'autres Maurenieni, souligne lorsqu'il répète qu'il faudra deux générations avant que la Roumanie puisse rattraper son retard. La représentation de l'activité agricole et du village dans le chef des Maurenieni oscille entre l'originalité d'un berceau identitaire et l'archaïsme d'une technologie désuète, d'une activité maintenue parfois plus par des conditions de survie que par choix et habitus. La vie rurale est alors conçue en opposition à la ville selon deux registres eux-mêmes contraires : authenticité de la tradition vs progrès de la modernité. Ces

arguments identitaires symboliques visent à l'agrégation sociale. Ils sont des techniques sociales produisant des « autochtones » et des « étrangers », du soi et du différent tout en drainant une vision particulariste et fermée de la culture ou une perception universaliste évolutionniste du développement et du marché. Dès lors, ce qui est vrai de la production des sujets locaux, l'est tout autant des processus producteurs de la localité matérielle. *La production de la localité (...) ne consiste pas simplement à produire des sujets locaux et les voisinages (les groupes) qui contextualisent ces subjectivités. (...) l'espace et le temps sont eux-mêmes socialisés et localisés à travers des pratiques complexes et délibérées de performance, de représentation et d'action* (Appadurai, 2001, p. 249). Cette production matérielle du sentiment de localité se répète dans les « traditions » tout en se modifiant.

